

VOTA
FORZA ITALIA

Anna BONALUME
IL 25 SETTEMBRE

ITALIE 2022: POPULISMES ET DROITISATION

ELEZIONI POLITICHE
IL 25 SETTEMBRE



VOTA
FORZA ITALIA

ELEZIONI POLITICHE
IL 25 SETTEMBRE



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

a risolvere l'Italia

Elezioni politiche
25 settembre 2022



Pronti

a risolvere l'Italia

Elezioni politiche
25 settembre 2022



Pronti

a risolvere l'Italia

Elezioni politiche
25 settembre 2022



**STOP FORNERO!
SÌ QUOTA 41**



Credo
in pensioni giuste
e spazio ai
GIOVANI ITALIANI



**STOP
SBARCHI**



Credo
NELL'ITALIA SICURA
Lo abbiamo fatto
e lo rifaremo



**STOP FORNERO!
SÌ QUOTA 41**



Credo
in pensioni giuste
e spazio ai
GIOVANI ITALIANI



Octobre 2022

**STOP
SBARCHI**

FONDATION P O U R
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

ITALIE 2022 : POPULISMES ET DROITISATION

Anna BONALUME

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 25 SEPTEMBRE 2022.....	10
1. De la crise gouvernementale aux élections anticipées.....	10
2. La loi électorale et les réformes constitutionnelles.....	12
3. Principaux acteurs et principaux enjeux.....	13
4. Les résultats.....	17
II. LA NOUVELLE COALITION DE LA DROITE.....	27
1. Entre instabilité politique et crise de la gauche.....	27
2. L'ancrage du populisme.....	29
3. Le leadership de Giorgia Meloni et de Fratelli d'Italia.....	31
III. LES POSITIONS DES PARTIS DE DROITE SUR L'UNION EUROPÉENNE, LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE.....	36
1. Les relations avec l'Union européenne : vers une normalisation.....	36
2. Les évolutions possibles des relations avec l'Union européenne.....	41
3. Quelles relations avec la Russie ? Et avec les États-Unis ?.....	42
IV. DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DIFFICILE, QUE PROPOSE LA NOUVELLE COALITION ?.....	53
1. Une situation économique contrastée, des difficultés historiques.....	53
2. Les approvisionnements énergétiques : de la Russie à l'Algérie.....	55
3. Le programme économique de la coalition de droite.....	56
CONCLUSION.....	58

RÉSUMÉ

En Italie, les élections anticipées du 25 septembre 2022 se sont soldées par la victoire de la coalition de droite associant les partis d'extrême droite Fratelli d'Italia et la Lega à Forza Italia. Pendant la campagne électorale, Giorgia Meloni, leader de Fratelli d'Italia, a opté pour un ton moins agressif en essayant de faire oublier ses origines politiques et son euroscepticisme. Profitant des faiblesses de son « rivallé » Matteo Salvini et du rôle d'opposition de son parti au sein du gouvernement de Mario Draghi, elle a réussi à s'imposer à la tête de la coalition de droite.

Cette victoire suscite de nombreuses interrogations et l'inquiétude de l'Union européenne, notamment la crainte d'un virage autoritaire du pays, alimenté par les liens privilégiés qu'entretiennent ces trois partis avec Vladimir Poutine, Viktor Orbán et Donald Trump.

ITALIE 2022 : POPULISMES ET DROITISATION

Anna BONALUME

Journaliste et docteure en philosophie de l'École normale supérieure (ENS) de Paris.

INTRODUCTION*

Établi en février 2021, le gouvernement de Mario Draghi a été désavoué le 21 juillet 2022 à la suite d'une crise gouvernementale provoquée par plusieurs partis. Mario Draghi, ancien gouverneur de la Banque centrale européenne, président du Financial Stability Board et membre du Board of Trustees de Princeton, avait été choisi par le président de la République Sergio Mattarella pour accompagner l'Italie à travers un programme visant conjointement la relance économique et la sortie de la crise sanitaire, l'Italie ayant été l'un des pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19. Il a mené les négociations nécessaires pour obtenir des fonds de soutien de l'Union européenne (*recovery plan*) et fournir les garanties demandées par Bruxelles afin de pouvoir allouer les aides. De plus, il a contribué à rendre au pays sa crédibilité internationale, souvent malmenée par l'excentricité et l'opportunisme de sa classe politique et de ses coalitions politiques. À l'occasion de sa démission, le président de la République française Emmanuel Macron a salué « un grand homme d'État italien [...], un partenaire de confiance [et] un ami de la France¹ ». Le Mouvement 5 étoiles (M5S), la Lega et Forza Italia ont contribué à mettre fin au gouvernement Draghi, provoquant un tremblement de terre politique.

*Anna Bonalume est l'auteure du livre *Un mois avec un populiste* (Pauvert, 2022).

1. Cité in « Démission de Draghi : Macron salue "un partenaire de confiance" », lepoint.fr, 21 juillet 2022 [www.lepoint.fr/politique/demission-de-draghi-macron-salue-un-partenaire-de-confiance-21-07-2022-2483982_20.php].

Les élections se sont déroulées le 25 septembre 2022, à la suite d'une brève campagne électorale. Marqué par une abstention record (37 %), ce scrutin aura surtout révélé les fragilités du système politique italien : déclin des partis, loi électorale favorisant la création de coalitions, culte de la personnalité des leaders et, pour finir, une société italienne fortement précarisée par la succession de crises et par l'inflation.

La coalition de droite dirigée par Giorgia Meloni, Matteo Salvini et Silvio Berlusconi a remporté le scrutin. La grande nouveauté qui a suivi est un gouvernement conduit par un parti d'extrême droite aux origines postfascistes, une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'impact de ces élections s'étend donc bien au-delà des frontières italiennes. Les entreprises françaises, par exemple, observent la situation avec attention. Nombre de groupes français ont développé une présence forte dans le pays : entre 2007 et 2020, ils ont pris le contrôle de 344 entreprises italiennes, pour 47,3 milliards d'euros².

I. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 25 SEPTEMBRE 2022

1. De la crise gouvernementale aux élections anticipées

Pour la première fois dans l'histoire de la République italienne, des élections législatives se sont déroulées en automne. Une crise politique déclenchée au mois de juillet par le M5S, la Lega et Forza Italia a mis fin au gouvernement d'union nationale dix-sept mois seulement après son entrée en fonction, le 13 février 2021, lorsque le président de la République Sergio Mattarella avait confié la charge de président du Conseil à Mario Draghi. L'objectif de Draghi était d'aider l'Italie dans sa relance économique et la sortie de crise grâce à l'obtention de fonds du Plan national de relance et de résilience (PNRR) de l'Union européenne, fonds octroyés en garantie de la réalisation d'un certain nombre de réformes prédéfinies.

En dépit de nombreux conflits internes, presque tous les partis politiques avaient initialement appuyé le gouvernement de Mario Draghi, le troisième depuis les élections législatives de 2018. Presque tous, sauf, précisément, Fratelli d'Italia, le parti d'extrême droite guidé par Giorgia Meloni. Après une série de tensions entre le M5S et le gouvernement, la cohésion du gouvernement prit fin lors du débat sur le vote autour

2. Voir Federico Fubini, « Così Francia e Italia si stanno fondendo sul piano produttivo : da PSA-FCA a Luxottica [e la moda] », *corriere.it*, 4 novembre 2020 [www.corriere.it/economia/opinioni/20-novembre-04/francia-italia-si-stanno-fondendo-sul-piano-produttivo-86110246-1e92-11eb-9970-42ca5768e0fd.shtml].

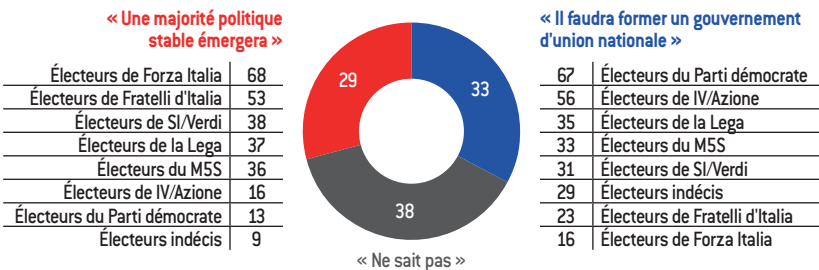
du *decreto aiuti* (« décret aides »), censé allouer 23 milliards d’euros au soutien des familles et des entreprises. Dans ce décret figurait également l’autorisation de la construction d’une usine d’incinération à Rome, un tabou pour les écologistes du M5S. Cette mesure a constitué le *casus belli* : le M5S n’a pas voté la confiance au décret proposé par le gouvernement. À la suite de cette énième mise en cause de la part du M5S de la politique menée par Mario Draghi et son gouvernement, le président du Conseil a demandé un vote de confiance au Sénat afin de vérifier la solidité de sa majorité. Mais, le 20 juillet, le M5S, la Lega et Forza Italia n’ont pas voté la confiance, ouvrant une crise politique contraignant Mario Draghi à présenter sa démission. Aussitôt, Fratelli d’Italia faisait connaître son soutien à l’organisation d’élections anticipées.

Conduit par Mario Draghi, le gouvernement dit d’« union nationale » a su restaurer l’influence et la crédibilité de l’Italie. L’instabilité politique italienne n’est pas simplement un problème au plan national, elle pose aussi un problème à l’ensemble de l’Union européenne. L’Italie est l’un des pays fondateurs de l’Union européenne, la troisième économie de la zone euro et le troisième partenaire commercial de la France, après l’Allemagne et la Chine³. Par ailleurs, cette nouvelle crise politique italienne intervient dans un moment particulièrement critique où l’Union européenne tente de rester unie face à la Russie et de relancer son économie malgré une inflation importante, une crise énergétique historique et le risque d’une crise sociale.

Les conséquences anticipées des résultats électoraux : majorité stable ou gouvernement d’union nationale ? (en %)

Question : « Pensez-vous que les élections de dimanche permettront de faire émerger une majorité politique stable ou faudra-t-il à nouveau former un gouvernement d’union nationale ? »

Réponses : « Une majorité politique stable émergera » ;
« il faudra former un gouvernement d’union nationale »



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l’innovation politique)

3. Voir Direction générale du Trésor, « Relations économiques bilatérales France-Italie », tresor.economie.gouv.fr, 13 avril 2021 (www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IT/france-et-italie-une-relation-economique-bilaterale-forte).

2. La loi électorale et les réformes constitutionnelles

Comme les élections de 2018, les élections du 25 septembre 2022 se sont déroulées selon la loi électorale appelée « Rosatellum », du nom de son inspirateur Ettore Rosato. Cette loi a été approuvée en 2017 ; il s'agit d'une formule mixte dans laquelle une partie des sièges est attribuée selon le scrutin majoritaire uninominal et une autre partie selon le scrutin proportionnel. Cette loi permet l'élection directe de 400 députés, formant la Chambre des députés, et de 200 sénateurs composant le Sénat.

À la Chambre des députés comme au Sénat, les trois huitièmes des sièges sont attribués au scrutin uninominal, tandis que le reste est attribué au scrutin proportionnel. Une fraction des sièges est attribuée aux partis en fonction du nombre de leurs victoires dans certaines circonscriptions, tandis qu'une autre fraction est répartie entre les formations politiques sur la base du pourcentage obtenu, au niveau national pour la Chambre des députés et au niveau régional pour le Sénat.

Les sièges attribués au scrutin proportionnel sont les plus nombreux : 245 à la Chambre des députés et 122 au Sénat, soit 367 sur un total de 600 sièges. Le nombre des sièges attribués au scrutin majoritaire est de 147 à la Chambre des députés et de 74 au Sénat, soit un total de 221 (les 12 députés restants sont élus dans des circonscriptions étrangères). Le principal effet de cette loi est de favoriser des alliances ou des coalitions entre différents partis. Il est en effet difficile de gagner seuls dans les circonscriptions uninominales et cela a pour conséquence la mise en place de cohabitations surprenantes, voire fantaisistes.

La grande nouveauté de cette élection est la réduction du nombre de parlementaires : dans les deux chambres, le nombre de sièges a été réduit par un amendement constitutionnel entré en vigueur à la suite du référendum constitutionnel de 2020, sur la base d'une promesse électorale du M5S. L'Italie compte ainsi 600 parlementaires au lieu de 945 parlementaires (635 au Parlement, 350 au Sénat), passant d'un ratio d'un député pour 64 000 habitants à celui d'un député pour 101 000 habitants. Le pays n'est donc plus le pays européen avec le plus grand nombre de parlementaires élus directement⁴.

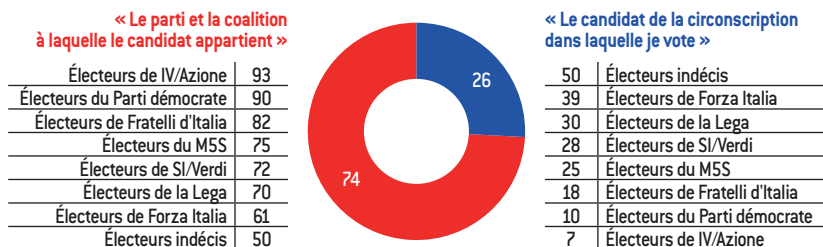
Un autre changement concerne les électeurs qui pourront voter pour le Sénat. Jusqu'aux dernières élections, seuls les électeurs âgés d'au moins 25 ans pouvaient voter pour la chambre haute. La nouvelle loi constitutionnelle de 2021 permet à tous les électeurs de désigner les représentants des deux chambres du Parlement.

4. En Italie, les électeurs élisent directement tous les parlementaires (à l'exclusion des sénateurs nommés à vie par le président de la République), qu'ils soient membres de la Chambre des députés ou du Sénat. Dans d'autres pays, l'une des deux chambres est souvent composée selon des critères différents. Par exemple, en Allemagne, les membres de la chambre haute (Bundesrat) sont choisis par les différents États fédéraux et non directement par les citoyens. Les membres du Sénat français, eux, sont élus au suffrage indirect.

Voter pour un candidat ou voter pour un parti/une coalition ? (en %)

Question : « Aux élections législatives du 25 septembre 2022, vous allez avant tout voter pour : »

Réponses : « Le candidat de la circonscription dans laquelle je vote » ;
« le parti et la coalition à laquelle le candidat appartient »



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

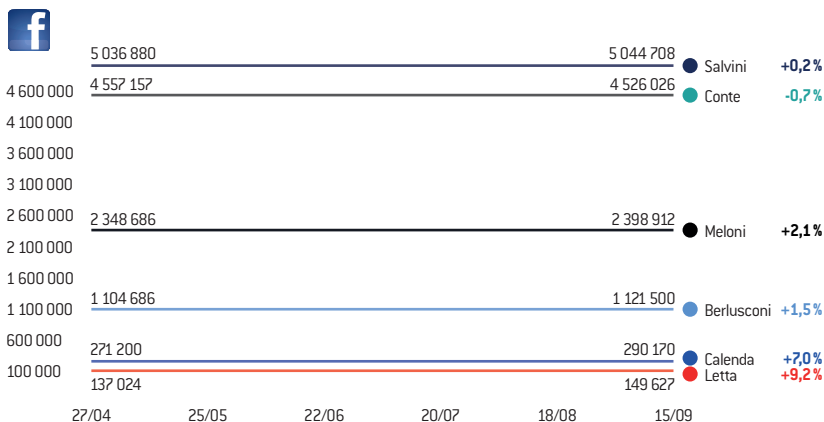
Grille de lecture : Aux élections législatives du 25 septembre 2022, 74 % des électeurs sont avant tout allés voter pour « le parti et la coalition à laquelle le candidat appartient », contre 26 % pour « le candidat de la circonscription dans laquelle je vote ». Parmi les électeurs de Fratelli d'Italia, ils sont 90 % à dire qu'ils sont allés voter pour « le parti et la coalition à laquelle le candidat appartient ».

3. Principaux acteurs et principaux enjeux

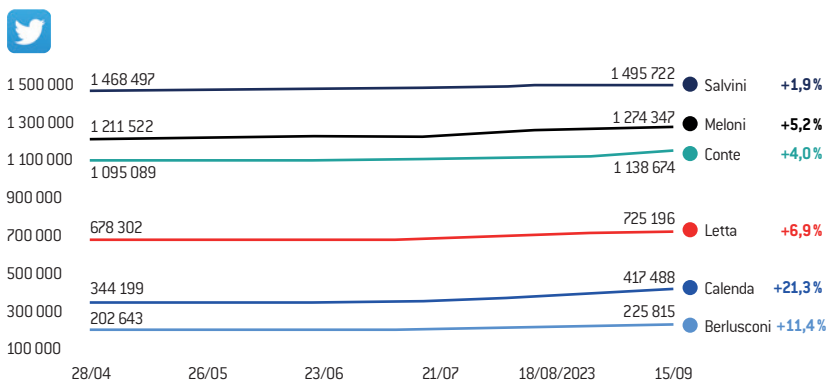
Nombre de partis et de coalitions ont pris part aux élections du 25 septembre 2022. Les principales forces politiques en jeu étaient au nombre de cinq :

- une coalition du centre droit, associant Fratelli d'Italia (Giorgia Meloni), Forza Italia (Silvio Berlusconi), la Lega (Matteo Salvini) et Noi Moderati (Maurizio Lupi) ;
- une coalition du centre, comprenant Azione (Carlo Calenda) et Italia Viva (Matteo Renzi) ;
- une coalition de centre gauche, formée du Parti démocrate (Enrico Letta), de Sinistra Italiana et des Verts (chefs de file Nicola Fratoianni et Angelo Bonelli), de +Europa (Emma Bonino) et d'Impegno Civico (Luigi Di Maio) ;
- une coalition de gauche, composée de l'Unione popolare (leader Luigi De Magistris), de Democrazia e Autonomia, de Potere al popolo!, de Rifondazione Comunista et diverses autres organisations ;
- le M5S, dirigé par l'ancien président du conseil Giuseppe Conte.

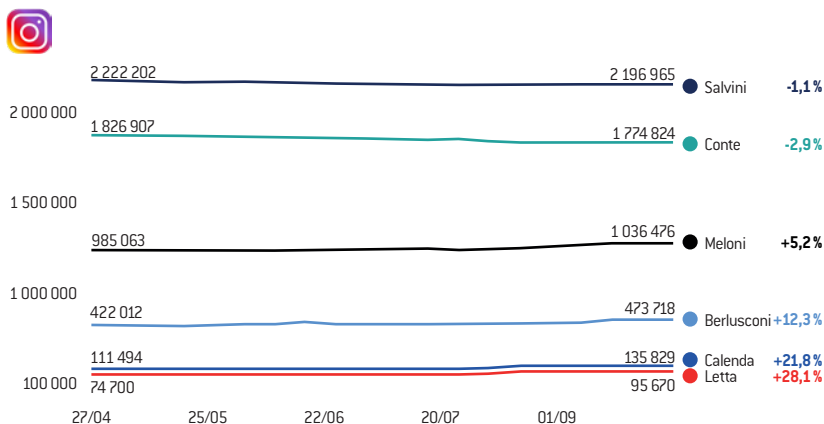
Évolution du nombre d'abonnés des principaux candidats sur les réseaux sociaux (avril-septembre 2022)



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

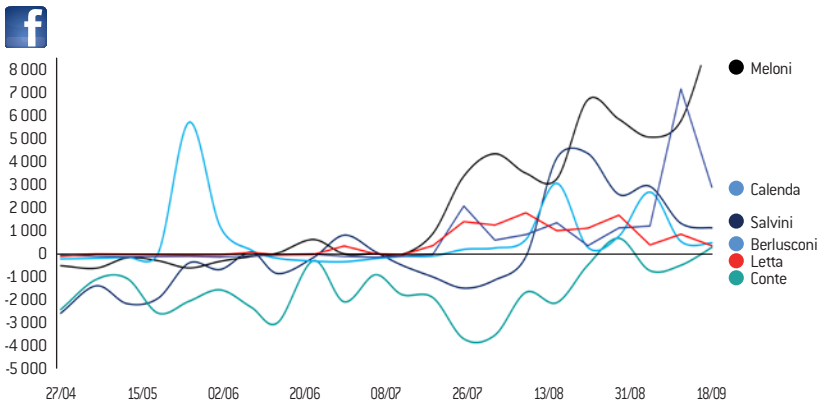


Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

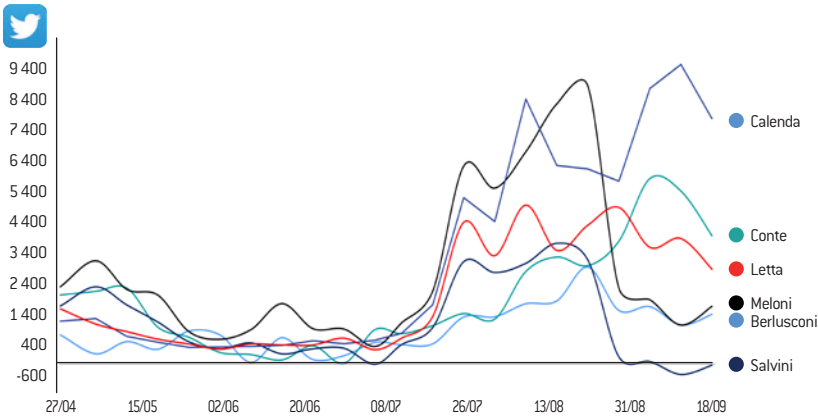


Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

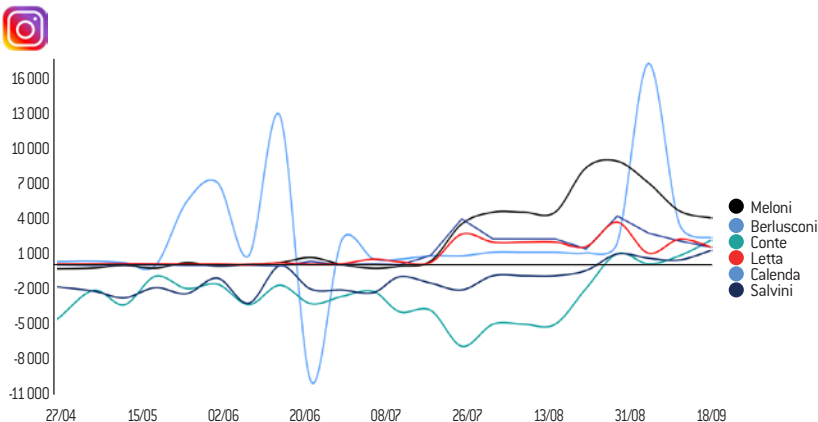
Gains et pertes d'abonnés des principaux candidats sur les réseaux sociaux (avril-septembre 2022)



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

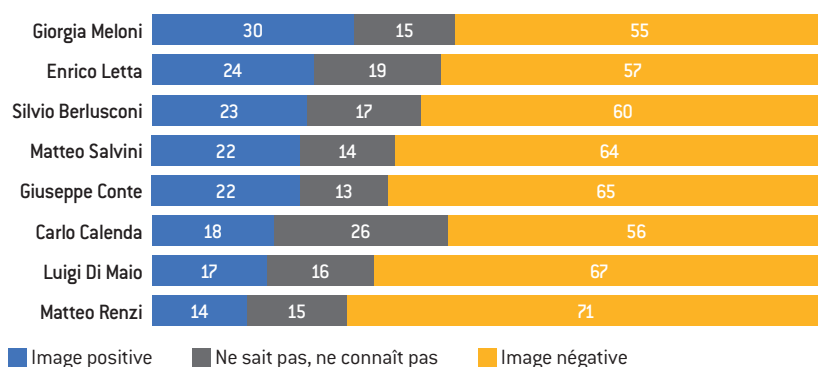


Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

La coalition de centre droit était la mieux préparée et organisée. Depuis plusieurs années, elle se présentait unie, aussi bien aux élections municipales qu'aux élections régionales. Et cette alliance ne date pas d'hier : il ne faut pas oublier que cette même coalition avait permis à Silvio Berlusconi de gagner les élections en 1994 et de constituer son premier gouvernement. À l'époque, Forza Italia concourait dans le cadre d'une coalition regroupant la Lega et Alleanza Nazionale, ancêtre de Fratelli d'Italia, au sein duquel militait déjà la jeune Giorgia Meloni. Pour les élections législatives de 2022, la coalition a fait montre d'une véritable cohésion, malgré de nombreuses divergences internes, notamment en ce qui concerne les relations avec la Russie et l'Union européenne, et en dépit de conflits entre les trois chefs de parti. Cette attitude tranchait avec celle de concurrents beaucoup plus divisés et moins préparés à la campagne électorale. Finalement, cette alliance a bouleversé la carte électorale traditionnelle en réalisant des progrès spectaculaires dans le centre du pays, dans des territoires où les partis de gauche dominaient historiquement. En 2016, la Lega avait déjà emporté les villes de Cascina, Pise, Sienne et Massa, en Toscane, puis la présidence de l'Ombrie en 2019. En 2018, elle a obtenu la présidence du Molise, autre région traditionnellement à gauche, grâce à la candidature de Donatella Tesei, aujourd'hui seule femme présidente de Région dans le pays. Un an plus tard, Fratelli d'Italia, à l'époque parti minoritaire au sein de la coalition, gagnait dans les Marches, autre fief de la gauche.

L'image des principales personnalités politiques (en %)

Question : « Avez-vous une image positive, négative ou ni positive ni négative, des personnalités politiques suivantes ? »

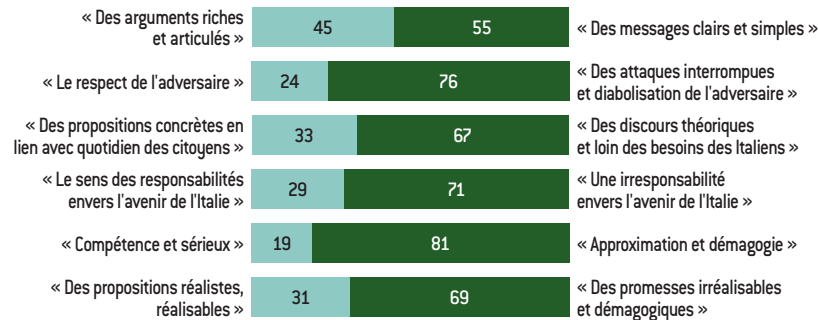


Grille de lecture : 22 % des personnes interrogées ont une image « positive » de Matteo Salvini, 14 % une image « ni positive, ni négative » et 64 % une image « négative ». Pour Giorgia Meloni, 30 % des personnes interrogées ont une image « positive », 15 % une image « ni positive, ni négative » et 55 % une image « négative ».

Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

Une évaluation publique de la campagne électorale (en %)

Question : « Et plus précisément, vous diriez que cette campagne électorale a été caractérisée par : »



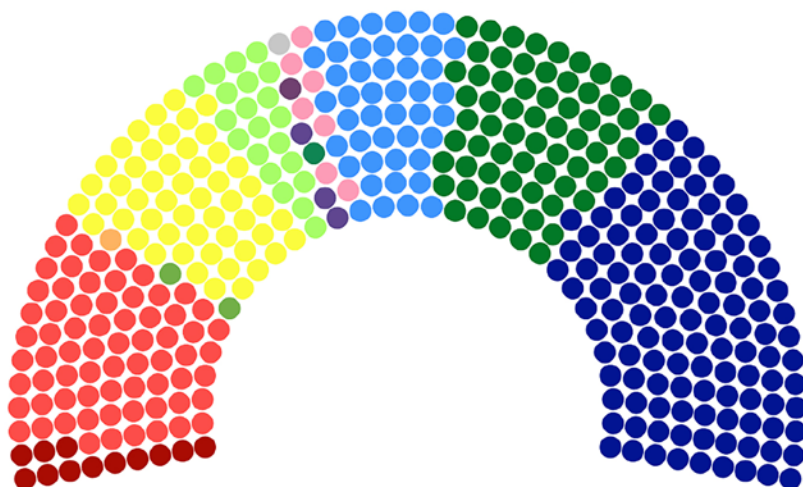
Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

Comment la gauche a-t-elle réagi face aux victoires de la coalition de droite ? Lors de cette campagne électorale, la coalition de gauche est apparue très fragile et reposait essentiellement sur les forces du Parti démocrate (PD), les trois autres partis l’accompagnant étant minoritaires. Les tentatives d’Enrico Letta, secrétaire du PD, pour former une grande alliance avec les partis du centre Azione et Italia Viva n’ont pas abouti, très probablement à cause d’une incompatibilité de caractère entre les trois leaders.

4. Les résultats

Conduit par Giorgia Meloni, Fratelli d’Italia a donc remporté les élections, avec 26 % des suffrages exprimés, multipliant par six son résultat de 2018 (4,3 %), tandis que reculaient fortement la Lega (8,8 %) et Forza Italia (8,1 %), à quoi il faut ajouter le score de Noi Moderati (0,9 %). L’alliance conduite par Giorgia Meloni a obtenu la majorité absolue à la Chambre des députés et au Sénat, avec environ 44 % de suffrages exprimés, 235 députés et 112 sénateurs. La coalition de centre gauche a obtenu environ 26 % des suffrages, 80 sièges à la Chambre des députés et 39 sièges au Sénat. Le M5S, pourtant considéré comme affaibli par ses années de gouvernement et une grave crise interne, a obtenu 15,43 % des suffrages pour la Chambre des députés et 15,55 % pour le Sénat. Enfin, la coalition du centre composée des partis Azione et Italia Viva a réuni 7,8 % des suffrages pour la Chambre des députés (21 députés) et 7,7 % des suffrages pour le Sénat (9 sénateurs).

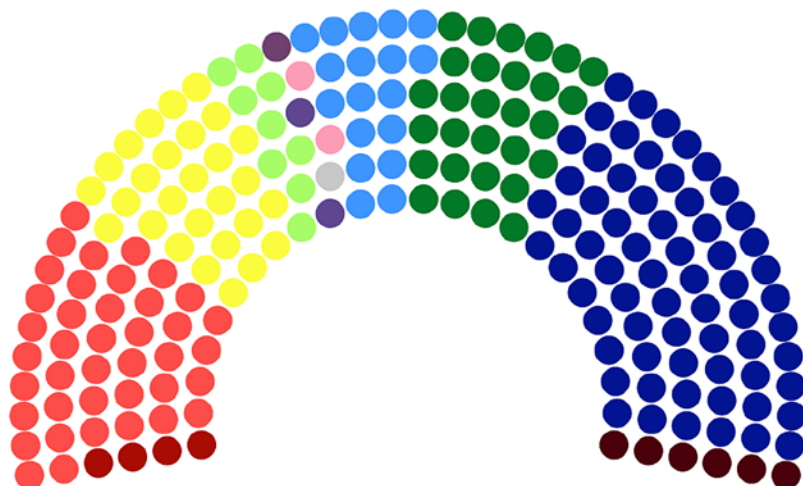
Composition de la Chambre des députés – XIX^{ème} législature



● Fratelli d'Italia (119 sièges) ● Lega (66 sièges) ● Forza Italia (45 sièges) ● Partito Democratico (69 sièges)
 ● Movimento 5 stelle (52 sièges) ● Alleanza Verdi-Sinistra (12 sièges) ● Più Europa (2 sièges)
 ● Azione-Italia viva (21 sièges) ● Südtiroler Volkspartei (3 sièges) ● Noi moderati (7 sièges)
 ● Sud chiama Nord (1 siège) ● Italiani all'estero (Maie) (1 siège) ● Impegno civico (1 siège)
 ● Union Valdôtaine (1 siège)

Source : Pagella politica, *Tutti gli eletti in Parlamento, partito per partito*, 22 septembre 2022

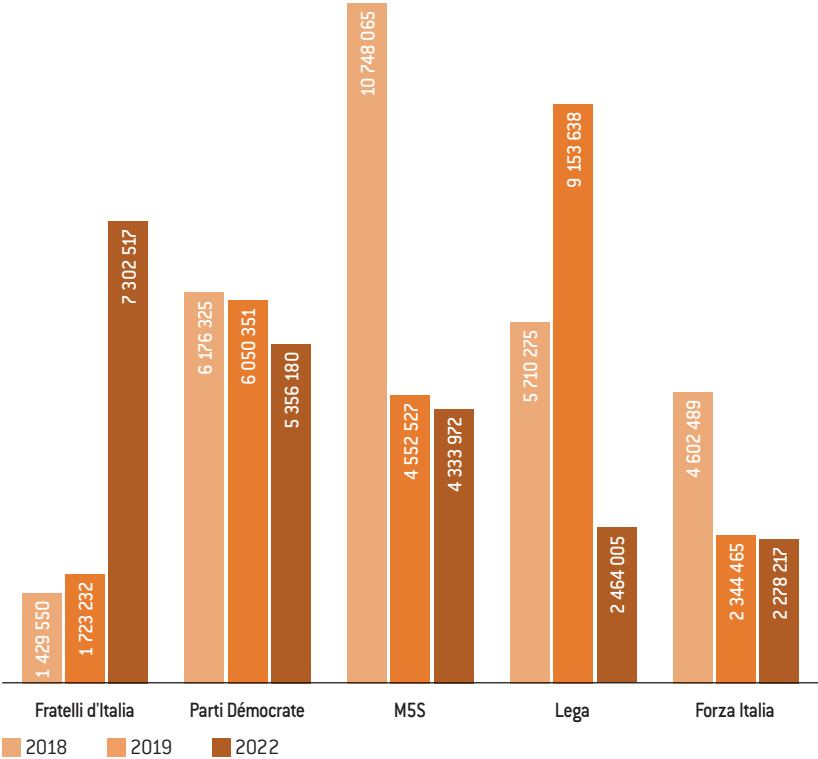
Composition du Sénat – XIX^{ème} législature



● Fratelli d'Italia (66 sièges) ● Lega (29 sièges) ● Forza Italia (18 sièges) ● Partito Democratico (40 sièges)
 ● Movimento 5 stelle (28 sièges) ● Alleanza Verdi-Sinistra (4 sièges) ● Azione-Italia viva (9 sièges)
 ● Südtiroler Volkspartei (2 sièges) ● Noi moderati (2 sièges) ● Sud chiama Nord (1 siège)
 ● Italiani all'estero (Maie) (1 siège) ● Sénateurs à vie (6 sièges)

Source : Pagella politica, *Tutti gli eletti in Parlamento, partito per partito*, 22 septembre 2022

Évolution du nombre de suffrages obtenus par les principaux partis



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

Approche géographique du vote

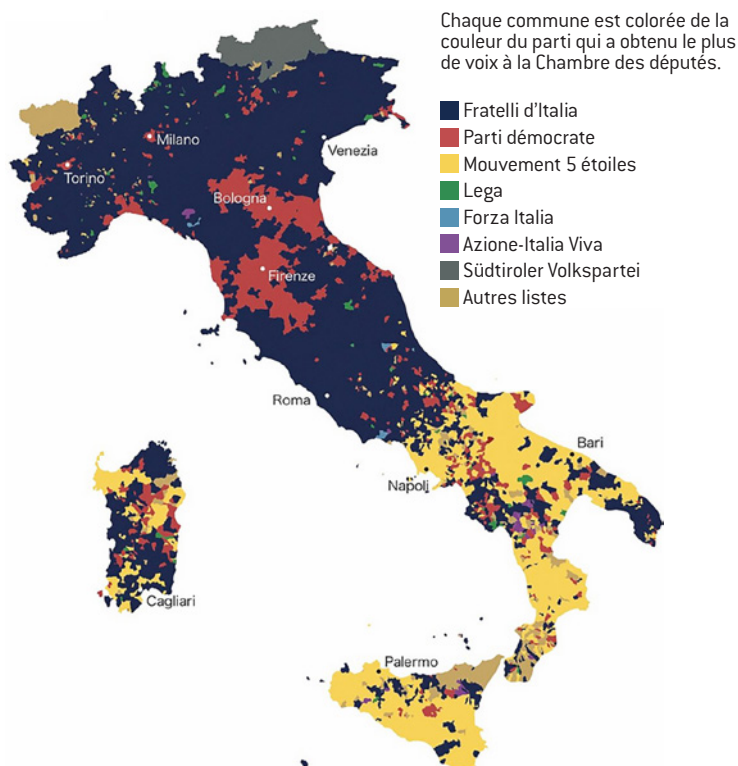
Historiquement, le Movimento sociale italiano (MSI)⁵ d’abord, puis son enfant, Alleanza Nazionale, et, enfin, son neveu, Fratelli d’Italia étaient ancrés dans le Sud, où les discours protestataires et les promesses d’aides sociales se sont montrés efficaces. La Lega, en revanche, s’est implantée dans les régions du Nord, notamment en Lombardie et Vénétie. C’est dans ces deux régions industrielles qu’ont vu le jour les premières formations autonomistes qui se sont fondues plus tard dans la Lega Nord : pendant trente ans, ce parti autonomiste s’est présenté comme le défenseur des intérêts des entrepreneurs résidant autour de la plaine du Pô.

Les élections générales de 2018 ont donné l’image d’un pays qui semblait alors coupé en deux, avec le Nord, dominé par la Lega, et le Sud dominé par le M5S. Si la Lega de Matteo Salvini, nouveau projet politique issu

5. Le MSI, fondé par Giorgio Almirante, est un parti né des cendres de la République sociale italienne (ou République de Salò), établie par Mussolini en Italie du Centre et du Nord de 1943 à 1945.

de la Lega Nord, a réussi à s'implanter dans le centre du pays, le parti antisystème M5S est arrivé à détrôner l'extrême droite et la droite de Forza Italia dans les régions du Sud, telles la Sicile, la Calabre ou la Basilicate.

La carte des résultats aux élections législatives du 25 septembre 2022



Source : Filippo Teoldi pour le journal *Domani*, ministère de l'Intérieur.

Concernant la géographie du vote en 2022, Fratelli d'Italia a gagné dans presque toute l'Italie. Dans le Nord, le parti de Meloni a fait presque trois fois plus que la Lega. Mais, paradoxalement, il n'a pas enregistré des résultats importants dans le Sud, où il arrive loin derrière les M5S⁶. Comment expliquer ce manque d'attrait du Sud à l'égard d'un parti historiquement proche de cette partie du territoire ? Si le M5S a réalisé la moitié de son résultat de 2018, passant de 32 % à 15 % des suffrages, il a cependant réussi à conserver ses bastions et il est le premier parti dans plusieurs régions du Sud. En Campanie, il a même dépassé l'ensemble de la coalition de droite. Ses meilleurs résultats ont été obtenus à Naples où, dans deux circonscriptions, il a dépassé 40 % des suffrages. On a pu observer une corrélation entre le vote M5S dans le sud du pays et

6. Données du ministère de l'Intérieur italien (<https://elezioni.interno.gov.it/camera/scrutini/20220925/scrutiniCI>).

le nombre de bénéficiaires du revenu de citoyenneté, porté par le M5S et consistant en aides économiques destinées à compléter les revenus familiaux des ménages modestes⁷, lesquels leur ont assuré en retour une certaine fidélité électorale. En effet, dans le Mezzogiorno la condition économique des citoyens est plus mauvaise, avec un revenu moyen par habitant de 19 000 euros, soit près de la moitié de celui du Nord. Et c'est dans le Sud que ces aides financières ont été le plus largement distribuées⁸.

Dans le Nord, Fratelli d'Italia a réalisé une percée importante, lui permettant de se substituer à la Lega de Matteo Salvini. C'est le cas en Vénétie, où dans toutes les circonscriptions les suffrages recueillis par Fratelli d'Italia sont plus du double de ceux recueillis par la Lega. Mais le parti de Meloni est également arrivé en tête dans des régions telles que le Frioul-Vénétie-Julienne, la Lombardie, le Piémont et la Ligurie, ainsi que le Latium, les Marches et les Abruzzes.

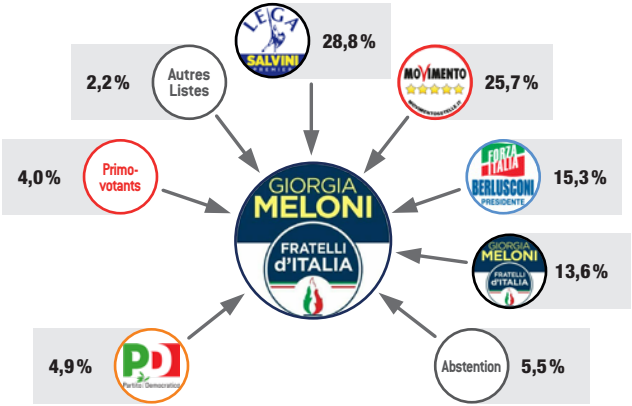
La région Nord-Ouest, qui comprend la Ligurie, le Piémont, le Val d'Aoste et la Lombardie, montre une domination du centre droit, gagnant pratiquement partout, à l'exception de trois circonscriptions en Lombardie, au Piémont et en Ligurie, où le centre gauche l'a emporté (au Sénat, toutefois, la circonscription ligure va au centre droit). Pour le reste, c'est un triomphe pour Fratelli d'Italia, qui obtient des résultats importants au Piémont et en Lombardie, où il dépasse 25 % des suffrages. En Lombardie, région qui a vu naître la Lega et Forza Italia, le premier parti est Fratelli d'Italia.

Milan est restée à gauche, bien que le premier parti de Lombardie soit Fratelli d'Italia. Si nous examinons le vote dans la ville lombarde actuellement dirigée par le PD, nous constatons qu'au Sénat, dans la circonscription uninominale, le centre gauche l'a emporté avec 39,08 % des voix, suivi du centre droit et d'Italia Viva. À Turin, on observe un face-à-face entre le centre droit et le centre gauche, ce dernier l'emportant d'environ quatre points : 37,7 % (au Parlement) contre 33,5 %. Le M5S obtient 12,2 %, la moitié par rapport à 2018. Rome, en revanche, a viré résolument à droite. Dans la capitale, la coalition de centre droit est en tête (37,62 %). Au sein de la coalition, c'est Giorgia Meloni qui l'emporte (28,44 % des suffrages), devant Forza Italia (4,47 %), la Lega (4,28 %) et Noi Moderati (0,43 %).

7. Ces aides sont associées à un parcours d'insertion professionnelle et de réinsertion sociale. Il ne s'agit pas d'un revenu de base mais d'un dispositif de sécurité sociale, un revenu minimum garanti fourni sous condition, pas universellement et sur demande. Les données pour les deux premiers mois de 2022 font état de 1 287 274 ménages recevant un paiement mensuel du revenu de citoyenneté, avec 3 001 948 personnes concernées et un montant moyen déboursé à l'échelle nationale de 591,25 euros. La répartition par zone géographique prévoit 556 346 bénéficiaires dans le Nord, 416 388 dans le Centre et 2 029 214 dans le Sud et les îles (voir Osservatorio Reddito e Pensione di Cittadinanza: i dati di febbraio, inps.it, données mars 2022, <https://www.inps.it/dati-ricerca-e-bilanci/osservatori-statistici-e-altre-statistiche/dati-cartacei-rdc>).

8. Au mois de mars 2022, les bénéficiaires du revenu de citoyenneté et de la retraite de citoyenneté étaient 0,1 % dans la province de Bolzano, 2 % à Milan, 15,1 % à Palerme et 15 % à Naples.

Transfert de voix entre les élections législatives de 2018 et de 2022 (en %)

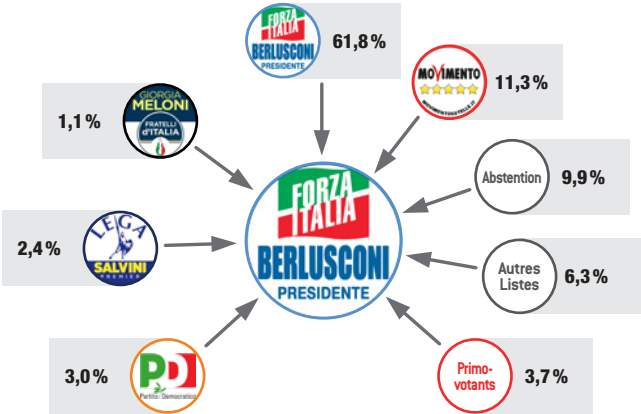


Grille de lecture : Les électeurs qui ont voté pour la Lega en 2018 puis pour Fratelli d'Italia en 2022 représentent 28,8 % de l'ensemble des électeurs de Fratelli d'Italia en 2022.

Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)



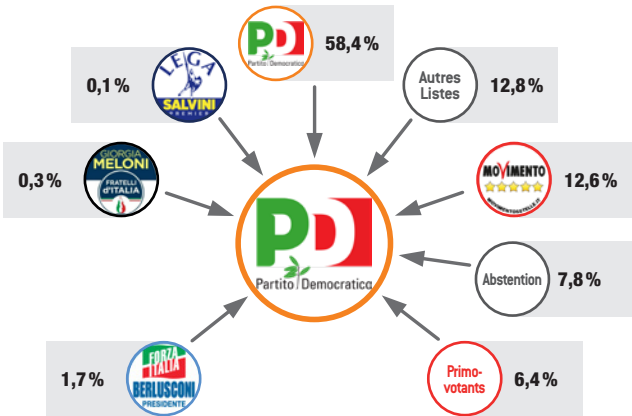
Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

Transfert de voix entre les élections législatives de 2018 et de 2022 (en %) - suite

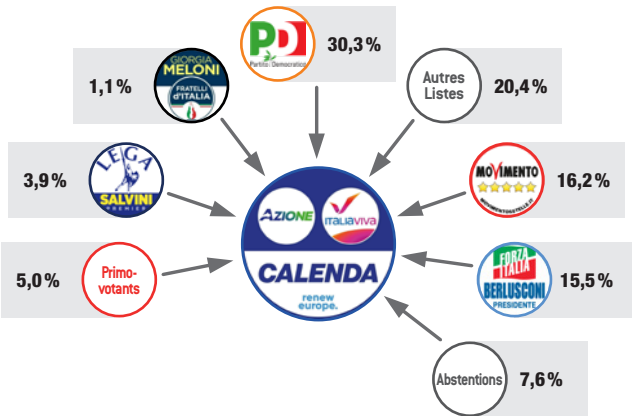


Grille de lecture : Les électeurs qui ont voté pour le M5S en 2018 puis à nouveau pour le M5S en 2022 représentent 73,1 % de l'ensemble des électeurs du M5S en 2022.

Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

Approche socio-professionnelle et démographique du vote

L'analyse de l'électorat est un élément important pour comprendre l'ampleur du phénomène Meloni. D'après les sondages d'Ipsos Italie, Fratelli d'Italia arrive en tête chez les ouvriers, les enseignants et les commerçants. Point intéressant, il réalise un vieux rêve de l'extrême droite française en regroupant autour d'un même leader bourgeoisie et classes populaires, jusqu'alors proches du PD. Le M5S l'emporte parmi les chômeurs et les jeunes, tandis que le PD se maintient parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

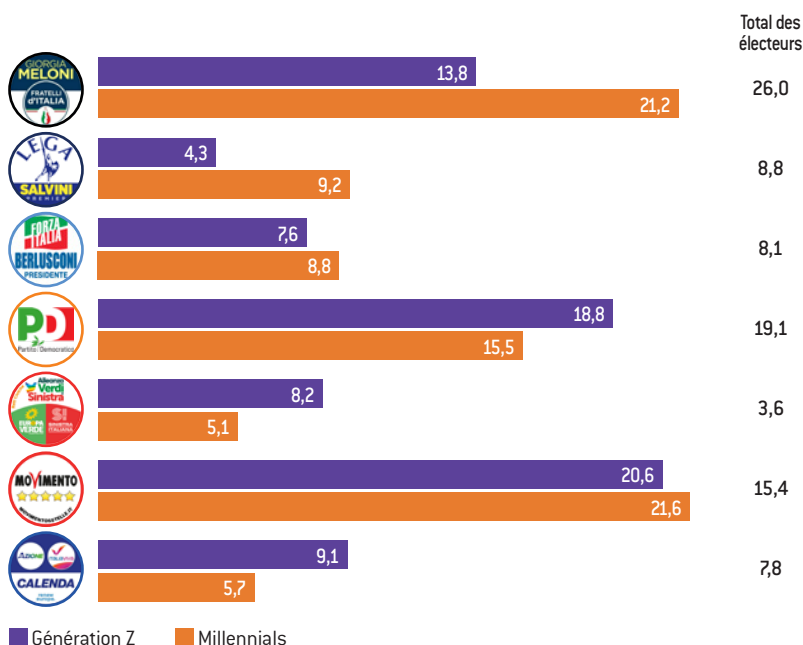
Le profil des électeurs (en %)

	Total centre droit	Total centre gauche	Fratelli d'Italia	Lega	Forza Italia	Parti démocrate	Sinistra e Verdi	+Europa	M5S	Azione- Italia Viva	Abstention / vote blanc ou nul
TOTAL	43,8	26,1	26,0	8,8	8,1	19,1	3,6	2,8	15,4	7,8	39,3
Hommes	44,6	24,3	27,8	8,1	8,1	18,4	3,3	2,0	15,2	8,6	36,9
Femmes	42,9	28,0	24,2	9,5	8,1	19,8	4,0	3,7	15,6	6,9	41,5
Âge											
18-34 ans	30,0	32,9	15,8	5,2	8,1	18,7	7,2	6,4	20,9	8,5	42,7
35-49 ans	49,6	21,0	29,1	11,3	8,5	13,9	3,0	3,1	17,4	5,7	42,4
50-64 ans	45,6	22,5	28,3	8,8	7,3	17,4	2,6	–	16,6	6,9	34,8
65 ans et plus	46,9	29,3	28,2	9,2	8,6	25,2	2,6	–	8,8	9,9	38,2
Niveau de diplôme											
Bac +3/Bac +5	32,8	36,7	19,7	5,6	6,3	24,8	6,5	4,5	11,3	14,3	28,9
Bac	42,4	25,5	25,7	7,9	7,6	17,9	3,9	3,1	16,1	7,4	35,8
Collège/école élémentaire/ aucun	49,8	22,0	29,0	10,8	9,3	17,5	2,2	–	16,7	5,2	45,2
Niveau de vie											
Très élevé	44,1	34,8	23,4	7,7	8,6	22,10	5,6	5,1	10,2	11,7	27,5
Plutôt élevé	37,1	32,6	22,8	7,2	6,1	24,9	3,9	3,6	11,4	11,5	28,3
Ni élevé ni faible	41,7	28,9	26,5	7,7	6,6	21,5	4,0	3,0	14,0	7,9	36,0
Plutôt faible	50,1	19,7	29,9	10,3	9,2	14,6	2,9	–	18,2	5,2	47,3
Très faible	49,2	14,4	23,0	12,2	13,4	9,3	2,1	2,0	25,0	3,4	49,4
Statut professionnel											
Cadres, professions libérales	42,6	28,2	25,3	6,7	9,3	17,2	5,7	4,3	11,6	12,3	25,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	43,3	16,0	30,2	4,7	7,9	10,9	3,6	–	15,8	7,5	30,0
Employés	38,4	30,7	24,7	7,6	5,3	21,0	4,4	4,3	13,8	10,8	32,8
Ouvriers	56,5	15,7	34,6	13,4	7,6	11,4	2,0	–	16,4	3,9	43,4
Chômeurs, inactifs	43,5	22,3	20,9	8,6	13,6	14,8	4,2	2,3	23,5	3,3	47,8
Étudiants	19,1	44,5	10,2	3,1	5,5	24,3	9,4	10,7	24,8	8,0	35,5
Femmes et hommes au foyer	51,1	19,9	25,3	12,3	11,2	15,2	2,2	–	19,0	5,4	47,0
Retraités	44,4	30,5	27,6	8,7	7,5	27,1	2,3	–	9,9	9,0	40,1

Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

Nando Pagnoncelli, directeur d'Ipsos Italie, observe : « Fratelli d'Italia est le parti plébiscité par les personnes à revenus moyens et faibles, mais aussi par la classe aisée (23,4 %). Jusqu'à il y a quelques semaines, cette suprématie appartenait au PD, puis il y a eu l'effet de nouveauté de Meloni agissant comme une force motrice, s'imposant comme le phénomène électoral de ces dernières années. Dans cette enquête, Giorgia Meloni est en tête dans tous les segments sociaux, même chez les entrepreneurs et les cadres dirigeants. » L'intérêt porté à Giorgia Meloni par la classe entrepreneuriale italienne, plutôt encline à soutenir Forza Italia et la Lega, est une nouveauté surprenante. En effet, les origines de Fratelli d'Italia se situent clairement dans la droite sociale, c'est-à-dire dans une pensée politique combinant les principes de la droite classique et antilibérale, tels que la tradition, la hiérarchie et la justice sociale, entendue comme communautaire, la solidarité nationale étant réservée aux membres de la communauté. Ce corpus idéologique, dans ses formes modérées, promeut une intervention de l'État dans l'économie afin de corriger le libéralisme pur. Il est possible que, dans la très courte campagne électorale de septembre, Giorgia Meloni ait réussi à rallier les cadres dirigeants de son appui à des mesures comme la réduction de la pression fiscale pesant sur les entreprises et sur le travail, la promotion du label *made in Italy*, comme l'atteste l'accueil chaleureux reçu par Giorgia Meloni lors du Forum Ambrosetti, sorte de Davos italien.

Le vote de la Génération Z (personnes nées après 1996) et des Millennials (personnes nées entre 1981 et 1996)



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

L'abstention devient le comportement électoral le plus répandu

L'un des éléments les plus marquants de ces élections est celui du niveau d'abstention (37 %, soit 16,5 millions d'électeurs inscrits), un record dans l'histoire républicaine italienne⁹. Si un tel niveau d'abstention devait devenir la norme, ce serait un changement majeur. Il s'agit non seulement du record d'abstention, mais aussi de la plus forte baisse jamais enregistrée entre deux scrutins législatifs. Cette nouvelle réalité reflète la désaffection des citoyens à l'égard de la politique, le déclin des partis et les modalités de la participation politique des nouvelles générations. Des analyses montrent que, par rapport à 2018, la participation a reculé davantage dans les communes les moins peuplées, disposant d'un revenu moyen plus faible, avec un pourcentage plus élevé de chômeurs et un pourcentage plus faible de diplômés¹⁰. L'abstention concerne particulièrement les plus jeunes : 39,8 % chez les 18-24 ans, 40,5 % chez les 25-34 ans, 36,2 % chez les 35-44 ans, 32,5 % chez les 45-54 ans, 31,6 % chez les 55-64 ans et 38,1 % pour les 65 ans et plus¹¹.

Le phénomène de l'abstention est commun à d'autres pays européens. Si le niveau est moins élevé en Italie qu'en France, il n'en demeure pas moins qu'il est sans précédent et plus élevé que dans la plupart des pays de l'Union européenne. En Italie, un livre blanc sur l'abstention publié en 2022 distingue les différentes causes, mettant en lumière un phénomène d'abstentionnisme involontaire, représenté par les personnes à mobilité réduite (4,2 millions de personnes de plus de 65 ans, dont 2,8 millions ont de graves difficultés de mobilité) et par les *fuori sede*, ceux qui, pour des raisons de travail ou d'études, se trouvent loin de leur commune de résidence le jour du scrutin (4,9 millions d'électeurs)¹². D'après Ipsos, cette cause est destinée à s'accroître, compte tenu des tendances démographiques caractérisées par l'augmentation de la part des personnes âgées dans la population électorale. Certaines dynamiques sociales contribuent au déclin de la participation électorale, notamment et depuis longtemps déjà, la mobilité croissante des citoyens : « Par rapport à il y a cinq ans, le nombre des électeurs s'étant abstenus a augmenté de 4,5 millions. Cela signifie qu'il existe un écart important entre les politiciens et le territoire », analyse Alessandra Ghisleri, directrice d'Euromedia Research.

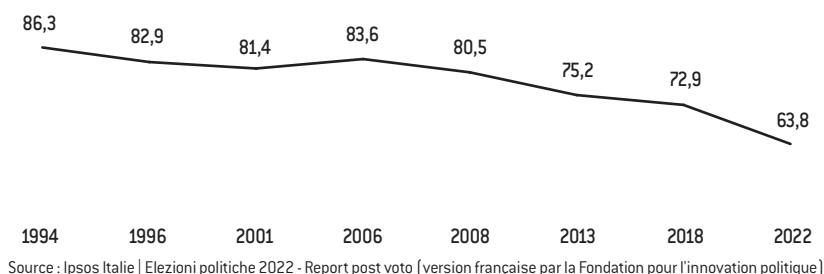
9. Voir Ipsos, « I sondaggi politici di Pagnoncelli: Fratelli d'Italia primo partito delle elezioni politiche 2022, ma l'astensione è stata la più alta di sempre », ipsos.it, 26 septembre 2022 (www.ipsos.com/it-it/sondaggi-politici-pagnoncelli-fratelli-ditalia-primo-partito-elezioni-politiche-astensione-piu-alta-sempre).

10. YouTrend, « Report. Elezioni politiche 2022 », youtrend.it, 27 septembre 2022 (www.youtrend.it/wp-content/uploads/2022/09/ReportPOL22_YouTrend_CZ_2709.pdf).

11. Istituto Ixè, « Osservatorio politico – Elezioni politiche, 25 settembre 2022 Analisi del comportamento elettorale », istitutoixe.it, 26 septembre 2022, p. 11 (www.istitutoixe.it/newsletter/2022/20220926_Flussi.pdf).

12. Presidenza del Consiglio dei Ministri, « Per la partecipazione dei cittadini. Come ridurre l'astensionismo e agevolare il voto », 14 avril 2022, p. 59-73 (www.riformeistituzionali.gov.it/media/1427/ebook-libro-bianco_02_05_22.pdf).

La participation électorale aux législatives depuis 1994 (en %)



Au phénomène de l'abstention s'ajoute celui de la volatilité électorale. Si, en 2018, le M5S a remporté les élections législatives avec près de 11 millions de suffrages, en 2022 il en perd 6,4 millions, soit plus de la moitié. La Lega, quant à elle, passe de 5,7 millions de suffrages en 2018 à 2,5 millions en 2022, également victime du cycle de désaffiliation partisane et de volatilité électorale. Il y a de nombreuses années déjà que n'existent plus les systèmes de représentation du monde qui en offraient une vision cohérente, déterminant des comportements électoraux stables dans la durée qui constituaient des communautés d'appartenance. Nando Pagnoncelli souligne à ce propos que le rapport à la politique est devenu « utilitaire », c'est-à-dire que la politique doit répondre à « mes besoins personnels », ou, comme dirait Pierre Rosanvallon, aux attentes produites par les épreuves de la vie de chacun¹³. L'individualisation du rapport à la politique fragilise la relation aux gouvernants, l'électeur les juge de plus en plus rapidement décevants et son vote se déplace aisément d'un parti à l'autre.

II. LA NOUVELLE COALITION DE LA DROITE

1. Entre instabilité politique et crise de la gauche

Pour comprendre la rapidité de l'ascension politique de Giorgia Meloni, précédée par celle de son « rivallé » Matteo Salvini, ainsi que les bons résultats engrangés par les deux partis d'extrême droite, il est indispensable de comprendre le paysage politique italien. Les évolutions historiques des adversaires de la droite ont influencé l'émergence de ces personnalités souverainistes et populistes.

13. Voir Pierre Rosanvallon, *Les Épreuves de la vie. Comprendre autrement les Français*, Paris, Seuil, 2021.

Les raisons du succès de Giorgia Meloni sont complexes. Elles tiennent au rôle de ses adversaires politiques, à l'héritage laissé par les différentes formations politiques qui se sont succédé à la tête du pays et, enfin, au délitement de la gauche. Les résultats montrent clairement que Fratelli d'Italia a réussi à récupérer les électeurs de la Lega et les anciens électeurs du PD : Fratelli d'Italia arrive en tête parmi les ouvriers, avec 34,6 % des voix, suivi du M5S (16,4 %) et de la Lega (13,4 %), tandis que le PD n'arrive qu'en quatrième position¹⁴. Le succès de Giorgia Meloni au sein des classes populaires, historiquement représentées par le PD et les autres forces de gauche, invite à analyser les causes de cette transformation.

L'émergence des partis populistes de droite en Italie est liée à l'histoire politique des trente dernières années. Une succession d'alliances au pouvoir, parfois contre nature, la multiplication de conflits internes aux partis et la personnalité encombrante de plusieurs leaders ont contribué à la crise et au déclin des partis de la gauche modérée favorisant le glissement à droite de l'électorat.

Le PD, fruit de la convergence de forces communistes et de la démocratie chrétienne, a montré moins d'unité que la coalition de droite initiée en 1994 par le premier gouvernement Berlusconi. La crise officielle du PD coïncide avec la fin du gouvernement de Matteo Renzi, à la suite du lancement du référendum constitutionnel de décembre 2016. C'est le point de départ de l'agonie du PD et de sa fragmentation, mais les divisions au sein du parti ont commencé à se manifester en février 2014, lorsque Matteo Renzi est devenu président du Conseil, après avoir provoqué la chute du gouvernement Enrico Letta, inaugurant une opération de *rottamazione* (« démantèlement ») de la classe dirigeante historique de la gauche, alimentant des rivalités et d'importantes divisions internes. Des frondes internes se sont développées ainsi que des règlements de comptes et des conflits de plus en plus intenses.

Paolo Rumiz, journaliste à *La Repubblica*, a pointé l'un des problèmes idéologiques majeurs qui caractérisent aujourd'hui la gauche italienne : il accuse la gauche, d'avoir refusé au début des années 2000 de prendre en considération l'enjeu de l'ethnos, des « racines », en se contentant de le disqualifier en le renvoyant à une expression de l'hitlérisme ou à la guerre des Balkans, et l'offrant ainsi en monopole à la droite¹⁵. Rumiz signale une contradiction dans cette attitude idéologique : appliqué à la situation du Tibet, aux Amérindiens ou à la vieille musique populaire, l'ethnos est une « affaire de gauche », il est synonyme de peuple, tandis qu'appliqué

14. Voir Ipsos, « I sondaggi politici di Pagnoncelli: elezioni politiche 2022, chi sono gli elettori italiani di ciascuna forza politica? », ipsos.it, 28 septembre 2022 (www.ipsos.com/it-it/sondaggi-politici-pagnoncelli-elezioni-politiche-elettori-italiani-forza-politica).

15. Voir Paolo Rumiz, *La secessione leggera. Dove nasce la rabbia del profondo Nord*, Milan, Feltrinelli, 2016.

à des sujets « occidentaux » il devient immédiatement un problème de la droite, l'« équivalent régressif de “race” ». La question de l'ethnos n'est pas la seule à avoir été délaissée par les partis politiques se réclamant de la gauche, et pas seulement en Italie. On a pu reprocher au Parti socialiste français comme au Parti démocrate italien ou aux socialistes espagnols d'avoir donné la priorité, depuis une vingtaine d'années, aux questions des minorités, de la diversité et du genre, au détriment de la lutte contre l'augmentation des inégalités économiques et sociales. Sur le plan économique, le virage libéral de la plupart des formations démocrates est aussi à la base de la perte de leurs soutiens, un abandon qui a favorisé la volatilité électorale des électeurs de gauche, souvent au profit de l'extrême droite, et parfois de l'extrême gauche.

En 2018, les élections ont confirmé l'agonie de la gauche modérée, en cours depuis des années. Depuis les fameux 40,8 % de Renzi en 2014, le PD a perdu près de 5 millions de suffrages. En 2022, cette tendance est à nouveau confirmée, le PD n'obtient que 19 % de voix. Pour l'analyste Alessandra Ghisleri, « le PD était confronté à trois adversaires : un centre droit cohérent et compact, le pôle du centre Azione-Italia Viva et le Movimento Cinquestelle. Le PD, au niveau national, a perdu un million de voix par rapport à 2018 au profit des différentes formations nées entre-temps de scissions au sein de la maison des démocrates ».

2. L'ancrage du populisme

L'histoire politique de l'Italie de ces trente dernières années est marquée par une diffusion large et profonde du populisme¹⁶ dans un contexte caractérisé par l'affirmation d'un « système » où la course aux électeurs est devenue l'unique objectif de la politique¹⁷.

Après les scandales politico-financiers qui ont donné lieu à l'opération « Mani pulite » (« Mains propres »), en 1992¹⁸, une nouvelle manière de faire de la politique a émergé, celle du populisme incarné par Silvio Berlusconi et qui lui valut son premier succès en 1994. Le slogan « Un président ouvrier » illustre le récit d'un homme ne devant sa réussite qu'à lui-même, en dépit des obstacles engendrés par la bureaucratie d'État. Il fait mouche dans le cœur des Italiens tout juste sortis de « Mani pulite », qui estiment qu'un entrepreneur charismatique capable de créer de l'emploi pourrait sûrement mieux faire que des institutions traditionnelles,

16. Voir Ilvo Diamanti et Marc Lazar, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Paris, Gallimard, 2019.

17. Voir Nando Pagnoncelli, *La Penisola che non c'è. La realtà su misura degli italiani*, Milan, Mondadori, 2019.

18. Il s'agit d'une série d'enquêtes judiciaires ayant mis en lumière un système de corruption et de financement illicite des partis, reliant le monde économique et politique.

corrompues et devenues incapables d'œuvrer à l'intérêt général. La force de cette nouveauté a inspiré ensuite de nouveaux leaders capables de bouleverser le paysage politique par leur charisme et un nouveau récit. Ainsi, en 2013, le M5S obtient 25,6 % aux élections législatives et devient la première force politique du pays en 2018, avec 32 % des suffrages. Son fondateur, Beppe Grillo, dénonce constamment une classe politique corrompue qu'il appelle la *casta*. Son discours, versatile et opportuniste, flirte tantôt avec la gauche, tantôt avec la droite, mêlant écologie, justice sociale et hostilité au droit du sol pour les immigrés. Si le M5S remporte ses plus grands succès dans le Sud, une autre force politique, la Lega, historiquement populiste, d'extrême droite et eurosceptique, obtient des résultats très importants, notamment dans le Nord, grâce à la personnalité excentrique de Matteo Salvini qui, alors jeune eurodéputé milanais, lance sa carrière en dénonçant l'immigration, l'Union européenne et l'excès de pression fiscale. Il obtient le meilleur score du parti aux élections législatives de 2018 (17,3 %). C'est à ce moment-là que les destins de la Lega et du Rassemblement national français se croisent officiellement, après une longue entente inaugurée par leur présence au sein du même groupe européen Identité et Démocratie.

Salvini emploie le crucifix et l'appel aux valeurs chrétiennes comme outils de dédramatisation. La semaine précédant les élections italiennes du 4 mars 2018, lors d'un meeting en présence de ses alliés européens place du Dôme, à Milan, il brandit un chapelet et un évangile. D'après Ipsos, c'est la semaine de la campagne électorale où la Lega a dépassé Forza Italia, le parti de Berlusconi. Pour Nando Pagnoncelli, il y a un report vers Salvini de votes des électeurs modérés, des femmes au foyer, des retraités, des catholiques, qui votaient auparavant pour Berlusconi. En affichant de tels symboles, le leader de la Lega a rassuré cet électorat qui avait des réticences à l'égard de son agressivité et de thèmes, comme la lutte contre l'immigration, qu'il avait pu mettre au premier plan¹⁹. Mais, depuis 2018, Matteo Salvini a semblé perdre la main : les outrances et les incohérences du « Capitano » face à la pandémie et au conflit ukrainien l'ont affaibli au profit de Giorgia Meloni, qui a fini par l'éclipser.

Durant la campagne électorale, Giorgia Meloni, ancienne militante du parti postfasciste Alleanza nazionale, s'est efforcée de faire oublier ses origines politiques et de se montrer rassurante vis-à-vis des institutions internationales, usant de slogans en faveur de la « famille naturelle » et pointant les difficultés économiques des ménages italiens. Le terrain pour la victoire de Giorgia Meloni a été sans doute préparé à la fois par les discours à l'emporte-pièce de Matteo Salvini et par la grogne sociale.

Toutes ces personnalités politiques se présentent comme des « gens

19. Voir Anna Bonalume, *Un mois avec un populiste*, Paris, Pauvert, 2022, p. 125.

ordinaires²⁰ » et des vengeurs venus du peuple capables de « détruire » l'establishment, en occurrence la gauche, les technocrates, la finance. Comme Matteo Salvini, Giorgia Meloni insiste sur son histoire personnelle d'enfant abandonnée par son père, originaire de quartiers populaires de Rome et ayant su se construire toute seule (rappelant le récit berlusconien du *self-made-man* triomphant malgré l'État).

Les idées de cette droite radicale sont communiquées au moyen d'un sourire, voire d'un rire rassurant²¹ qui atténue la dimension autoritaire et conservatrice des mesures politiques proposées (blocus naval, fermeture des ports, défense de la famille naturelle, droit à l'avortement sous conditions, priorité à tout ce qui est national...).

À ce facteur s'ajoutent les transformations permanentes de la vie politique italienne qu'illustre la tendance de ses protagonistes à évoluer sur l'échiquier politique : l'extrême droite de Giorgia Meloni, comme celle de Marine Le Pen, a su muter, faisant preuve de *trasformismo*.

3. Le leadership de Giorgia Meloni et de Fratelli d'Italia

Giorgia Meloni, née en 1977, s'engage en politique très jeune. À l'âge de quinze ans, aux débuts des années 1990, elle milite au Fronte della Gioventù du Movimento Sociale Italiano (MSI), un mouvement d'extrême droite, fondé après la Seconde Guerre mondiale par des anciens cadres de la République de Salò. Entre 1995 et 2009, elle évolue au sein d'Alleanza nazionale, parti fondé par Gianfranco Fini sur les cendres du MSI. Gianfranco Fini est considéré comme le mentor de Giorgia Meloni. Après une expérience en tant que ministre de la Jeunesse²² au sein du gouvernement Berlusconi entre 2008 et 2011, elle fonde son propre parti politique, Fratelli d'Italia, en 2012. De 1994 à 2008, Alleanza Nazionale est l'une des forces composant, avec la Lega Nord d'Umberto Bossi, l'alliance soutenant les trois gouvernements de droite dirigés par Silvio Berlusconi²³. Le leader d'Alleanza Nazionale, Gianfranco Fini, arrive à réaliser l'un des

20. Lors de mon enquête sur le populisme italien (Anna Bonalume, *op. cit.*), des sympathisants de Matteo Salvini me l'ont décrit comme l'« un d'entre nous ».

21. Le rôle du rire en politique et les liens entre le populisme italien et la commedia dell'arte ont été traitée dans l'étude de l'anthropologue Lynda Dematteo, *L'Idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, Paris, CNRS Éditions/Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2007.

22. En 2006, pour la première fois dans l'histoire de la Deuxième République, est inauguré un ministère pour les Politiques pour la jeunesse et les Activités sportives. En 2008 ce ministère est renommé ministère pour la Jeunesse. Le terme italien alors utilisé est *gioventù*, un terme archaïque employé notamment à l'époque du fascisme pour désigner la jeunesse. La Gioventù italiana del littorio (GIL), fondée en 1937, était une organisation de la jeunesse fasciste destinée à la « préparation spirituelle, sportive et paramilitaire des jeunes ». Le mot *littorio* signifie « licteur » et renvoie au *fascio* (« faisceau ») devenu le symbole du parti fasciste. Par ailleurs, *Gioventù fascista* (« Jeunesse fasciste ») était un magazine destiné à la jeunesse italienne pendant la période de l'État fasciste de Benito Mussolini.

23. Successivement appelée Polo delle Libertà (1994), Casa delle Libertà (2001), puis Popolo delle Libertà (2008).

rêves de l'extrême droite italienne : occuper l'espace conservateur-moderé de l'échiquier politique et obtenir le soutien des électeurs du centre. Gianfranco Fini abandonne la présidence d'Alleanza Nazionale en 2008. Plusieurs déçus du « virage modéré » d'Alleanza nazionale²⁴ essaient alors de donner un nouvel élan aux formations politiques d'extrême droite. Ainsi, en 2008, Daniela Santanché, ancien membre d'Alleanza Nazionale, se présente aux élections législatives sur la liste de La Destra-Fiamma Tricolore, alliance électorale d'orientation néofasciste et sociale de droite, entre La Destra de Francesco Storace et le Movimento Sociale Fiamma Tricolore.

Avec Guido Crosetto, un ancien membre de la *Democrazia Cristiana* (Démocratie chrétienne), et Ignazio La Russa, ancien militant du MSI, Giorgia Meloni fonde donc le parti Fratelli d'Italia en 2012. Dans le manifeste du parti²⁵, les idées clés sont le nationalisme et un renforcement du pouvoir exécutif au détriment du Parlement. L'« Europe des peuples » est présentée comme la solution face à la crise de légitimité de l'« Europe économique », mise en cause comme « une Europe bureaucratique et oligarchique qui favorise souvent des intérêts très éloignés du “bien commun” ». Au centre des priorités figure « la souveraineté populaire » et la « volonté populaire », à respecter « à tous les niveaux », et des propositions pour une révision de la Constitution. Au sein de l'Union européenne, les intérêts nationaux des peuples primeraient et la volonté populaire serait prioritaire, à la différence des valeurs proeuropéennes défendues par le *popolarismo* italien²⁶. Des tendances antiparlementaristes s'entrevoient dans les propositions de réforme constitutionnelle : appel à une transition urgente « vers une république présidentielle, avec élection directe du président de la République et le renforcement des pouvoirs de l'exécutif », « suppression du “bicamérisme parfait” avec une seule chambre législative » et « réduction de moitié du nombre de parlementaires ».

Lors du premier rendez-vous électoral suivant la création du parti, à l'occasion des élections législatives de 2013, Fratelli d'Italia obtient 4,3 % des suffrages. À partir de 2013, avec la crise financière grecque, se montrant proche d'Aléxis Tsípras, Giorgia Meloni mène des attaques contre l'Union européenne, qu'elle dénonce comme un « comité d'affairistes, de lobbyistes et d'usuriers ». Plus récemment, face à la nouvelle coalition de droite de Berlusconi, Salvini et Meloni, Gianfranco Fini a affirmé que « le

24. Voir Edouard Mir, « Fini tourne la page du Mouvement social italien », liberation.fr, 30 janvier 1995 (www.liberation.fr/planete/1995/01/30/fini-tourne-la-page-du-mouvement-social-italien_118131/).

25. Voir Fratelli d'Italia, « Le sfide per l'Italia », fratelli-italia.it, (www.fratelli-italia.it/le-sfide-per-l-italia-9-gennaio-pomeriggio/).

26. Orientation politique des partis ou mouvements catholiques qui se sont succédé en Italie à partir du Parti populaire italien fondé en 1919 par don Luigi Sturzo.

centre droit, tel que nous l'avons connu, est terminé. Un bloc de droite, que l'on peut qualifier de lepéniste, a maintenant émergé. Il est représenté par Giorgia Meloni et Matteo Salvini. Il est devenu le centre de gravité politique aujourd'hui²⁷ ». Pour le mentor de Giorgia Meloni, la tentative de Berlusconi de garder le front de l'extrême droite et de la droite uni, comme en 1994, semble « un exploit impossible ». D'après l'ancien leader d'Alleanza Nazionale, Silvio Berlusconi devrait « considérer Salvini et Meloni comme des adversaires et non comme des alliés », comme l'ont fait Angela Merkel, avec Alternativ für Deutschland (AfD) de Frauke Petry, ou Nicolas Sarkozy avec Marine Le Pen. Pourtant la situation a rapidement évolué et les prévisions de Gianfranco Fini se sont révélées correctes. N'ayant montré qu'une faible capacité créatrice par rapport au renouvellement du centre droit, Forza Italia, créée autour de la figure de Silvio Berlusconi, leader incontesté de la coalition de droite jusqu'en 2018, s'est vu fortement concurrencée par ses alliés²⁸. Entre 2018 et 2021, Matteo Salvini a réussi à occuper l'espace de la droite libérale rendu disponible par le déclin de Forza Italia et de son leader.

L'autre facteur ayant déterminé le succès de Giorgia Meloni est sa capacité à jongler entre l'euroscepticisme, l'affirmation de valeurs identitaires et une relation restée ambiguë avec son héritage postfasciste. En effet, la présence d'une composante politique d'origine fasciste est aujourd'hui pointée essentiellement par la presse étrangère. En Italie, le parti Fratelli d'Italia est plutôt considéré comme un parti de droite appartenant légitimement à l'arc constitutionnel et membre d'une coalition qualifiée de « centre droit ».

La question se pose de savoir comment l'implantation de Fratelli d'Italia dans le paysage politique italien a été possible. La première clarification apportée par Giorgia Meloni à propos de son rapport avec le fascisme a été proposée dans une vidéo, en réponse aux critiques de la presse étrangère. Giorgia Meloni se présente : « Bonjour à tous, je suis Giorgia Meloni, j'ai 45 ans et je suis la présidente de Fratelli d'Italia, le parti politique des conservateurs italiens²⁹. » La vidéo est tournée en trois langues : français, anglais et espagnol. En anglais, elle affirme que « la droite italienne a relégué le fascisme dans l'histoire depuis des décennies,

27. « Il centrodestra, come lo abbiamo conosciuto, è finito. Che ormai è nato un blocco di destra, che è naturale chiamarlo lepenista, formato da Meloni e Salvini divenuto il baricentro di quello schieramento politico, oggi » [« Fini: "Meloni presuntuosa e sconsigliata. Berlusconi? Altro che fascisti, non sa innovare" »], interview de Gianfranco Fini par Goffredo De Marchis, repubblica.it, 17 mars 2016, www.repubblica.it/politica/2016/03/17/news/gianfranco_fini_giorgia_presuntuosa_e_sconsigliata_tema_storace_berlusconi_altro_che_fascisti_il_dramma_e_che_non_135663899/.

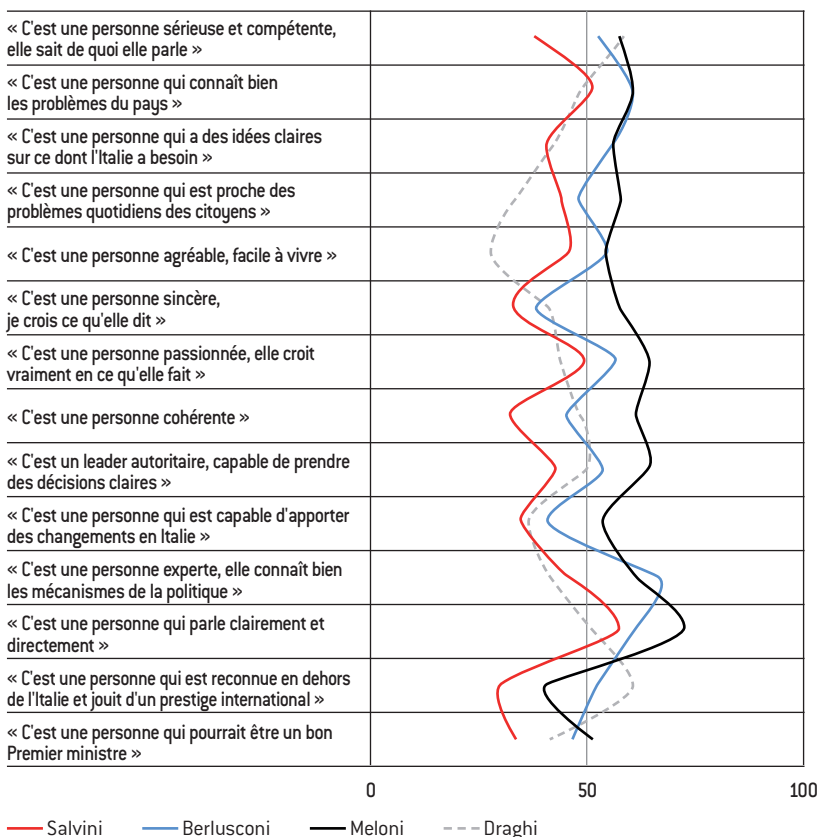
28. Lors des élections du 25 septembre 2022, Forza Italia a cédé un tiers des voix obtenues en 2018 à Fratelli d'Italia. Plus précisément : 37 % de ceux qui avaient voté pour Forza Italia en 2018 votent désormais pour Fratelli d'Italia, 36 % ont confirmé leur vote pour Forza Italia, tandis que 27 % ont voté pour d'autres partis ou se sont abstenus [voir Swg, « Radar. Speciale elezioni 2022 », 26 septembre 2022, p. 5, www.swg.it/pa/attachment/6331dfecce935/Radar_speciale_Elezioni_2022_26_settembre_2022.pdf - page=5].

29. www.facebook.com/watch/?v=1179850086190765, 10 août 2022.

Le jugement public sur la compétence des leaders de droite (en %)

Question : « Pour chacune des caractéristiques suivantes, dites si vous trouvez qu'elle correspond ou non à Giorgia Meloni, Matteo Salvini ou Silvio Berlusconi »

Réponse : « oui »



Source : Ipsos Italie | Elezioni politiche 2022 - Report post voto (version française par la Fondation pour l'innovation politique)

condamnant sans ambiguïté la privation de démocratie et les infâmes lois antijuives ». Le sujet de cette prise de distance n'est pourtant pas Fratelli d'Italia ni Giorgia Meloni, mais plus généralement « la droite ». De plus, cette première clarification n'a jamais été proposée en italien. Pourquoi les clins d'œil au fascisme de Giorgia Meloni, tout comme le faisait Matteo Salvini auparavant, sont-ils acceptés ?

En Italie, il n'y a jamais eu de véritable prise de conscience formelle ni l'expression d'un refus collectif définitif du passé fasciste. Du point de vue juridique, la forme la plus importante d'exclusion est la loi Scelba, signée le 20 juin 1952. Elle sanctionne le délit d'organisation d'un nouveau parti fasciste, d'apologie et de manifestations fascistes, mais pas la propagande fasciste. En Italie, une forme de nostalgie du fascisme est aujourd'hui

encore présente. Elle est documentée et mise en perspective par l'historien Francesco Filippi³⁰. En 2017, le parti néofasciste CasaPound, dissous depuis, a obtenu de très bons résultats aux élections locales³¹. Des pèlerinages sont régulièrement organisés à l'occasion de l'anniversaire de la marche sur Rome, à Predappio, lieu de naissance du Duce, où il a été question d'installer un musée du fascisme³². Sur la base de cette attitude et d'une forme de banalisation des gestes ou des mots rappelant le fascisme³³, Giorgia Meloni a décidé d'emprunter aux partis postfascistes MSI et Alleanza nazionale la flamme tricolore. Dans ses campagnes électorales, elle a déjà fait des clin d'œil aux affiches du MSI de Giorgio Almirante³⁴ et, surtout, son slogan « Dieu, patrie, famille » est clairement une référence aux valeurs défendues officiellement par le régime fasciste³⁵.

Un autre élément explicatif du succès de Giorgia Meloni est la sensibilité religieuse encore largement présente, et à plusieurs niveaux, dans la société italienne. Même si, depuis l'accord du 16 février 1984 entre l'Italie et le Saint-Siège, le catholicisme n'est plus la religion d'État et même si les données statistiques témoignent d'un recul de la pratique religieuse des Italiens³⁶, tous les Italiens fréquentant l'école publique peuvent voir un crucifix en salle de classe et des cours de religion catholique sont assurés à tous les degrés scolaires et jusqu'au lycée. Dans ce contexte culturel, la défense de la famille naturelle et la volonté d'interdire aux femmes le recours à l'avortement ne sont pas souvent perçus comme une mise en cause des droits et des libertés de la personne. Au contraire, l'évocation du discours religieux autour de la protection de la famille et de la vie, des racines chrétiennes, la dénonciation de l'« islamisation de l'Europe » a conféré une forme d'acceptabilité et de « modération » au discours identitaire et autoritaire sur l'immigration que peut tenir Giorgia Meloni.

30. Voir Francesco Filippi, *Mussolini ha fatto anche cose buone. Le idiozie che continuano a circolare sul fascismo*, Turin, Bollati Boringhieri, 2019.

31. Voir Federico Marconi, « Dopo Ostia, CasaPound vuole il Parlamento: "Ma niente blocco di destra, sono tutti morti" », *espresso.repubblica.it*, 6 novembre 2017 [<https://espresso.repubblica.it/attualita/2017/11/06/news/dopo-ostia-casapound-vuole-il-parlamento-ma-niente-blocco-di-destra-sono-tutti-morti-1.313559/>].

32. Voir Franco Giubilei, « Predappio cancella il museo sul fascismo: "Sarà un centro dedicato alla storia locale" », *lastampa.it*, 15 janvier 2020 [www.lastampa.it/topnews/primopiano/2020/01/16/news/predappio-cancella-il-museo-sul-fascismo-sara-un-centro-dedicato-alla-storia-locale-1.38334210/].

33. Voir Luca De Vito, « Saluto romano, perché è così difficile arrivare a una condanna: cosa dicono le sentenze e le leggi », *milano.repubblica.it*, 22 septembre 2022 [https://milano.repubblica.it/cronaca/2022/09/22/news/romano_la_russa_saluto_romano_reato_perche_e_cosi_difficile_arrivare_a_condanna-366773571/].

34. Voir Carlo Marini, « "Noi possiamo guardarti negli occhi". Fratelli d'Italia rende omaggio ad Almirante », *secoloditalia.it*, 13 février 2018 [www.secoloditalia.it/2018/02/possiamo-guardarti-negli-occhi-fratelli-ditalia-rende-omaggio-ad-almirante/].

35. Le slogan est attribué à Giovanni Giuriati, secrétaire du Parti national fasciste.

36. Les chiffres de l'Istituto nazionale di statistica [Istat] indiquent qu'en 2018, 25,6 % des Italiens n'avaient pas fréquenté une église depuis douze mois, contre 22,7 % en 2016 [<http://dati.istat.it/Index.aspx?QueryId=24349>].

Enfin, le succès de Giorgia Meloni tient aux faiblesses de ses adversaires, de Matteo Salvini en particulier. Alors que celui-ci a changé d'avis presque chaque jour sur les décisions à prendre face à la pandémie ou se faisait prendre à partie, par exemple, par le maire d'une ville polonaise située à la frontière avec l'Ukraine pour ses positions prorusses, Meloni a continué à brandir fièrement le sceptre de la continuité. Elle n'a pas pris de position tranchée sur la question des vaccins pendant la pandémie de Covid-19, elle n'a pris part à aucune des coalitions gouvernementales comprenant des partis adversaires, comme la Lega a accepté de le faire depuis 2018, et elle a maintenu une position de soutien aux sanctions contre la Russie.

III. LES POSITIONS DES PARTIS DE DROITE SUR L'UNION EUROPÉENNE, LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE

1. Les relations avec l'Union européenne : vers une normalisation

Les trois partis de la coalition de droite ont toujours affiché des relations houleuses avec l'Union européenne. Si la figure de Mario Draghi a réussi à dompter les partis les plus nationalistes et populistes d'Italie pendant dix-sept mois, le temps d'un gouvernement d'union nationale, la réémergence de positions antieuropéennes chez la Lega ou Fratelli d'Italia n'est pas à exclure³⁷. Au sein du Parlement européen les trois partis composant l'alliance de droite victorieuse sont membres de groupes différents : Forza Italia appartient au Parti populaire européen (PPE), la Lega est inscrite au groupe Identité et Démocratie et Fratelli d'Italia a rejoint le groupe des Conservateurs et Réformistes, dont elle est présidente. Par le passé, les discours populistes de ces deux dernières formations ont donné lieu à différentes déclinaisons du combat habituel contre la technocratie et les directives européennes. Les deux forces national-populistes et conservatrices³⁸, Fratelli d'Italia et Lega, ont flirté avec l'idée de quitter l'Europe, au moins jusqu'à l'attribution des fonds de soutien destinés à faire face aux conséquences de la pandémie. Plus récemment, pendant la campagne électorale, la mise entre parenthèses de

37. Probablement au moment où les priorités du PNRR seront moins pressantes et le climat social moins assombri et agité par l'augmentation des prix de consommation et des factures énergétiques.

38. Le politologue Giovanni Orsina définit la ligne politique de Meloni comme un « conservatisme national », une ligne proche du *popolarismo*. Le conservatisme de Giorgia Meloni partagerait avec ce courant les valeurs de Dieu et de la famille, mais pas celles de la patrie (voir Giovanni Orsina, « Giorgia e quel conservatorismo che fa presa sugli elettori disperati », *lastampa.it*, 8 septembre 2022, www.lastampa.it/speciale/politica/elezioni-politiche-2022/2022/09/08/news/giorgia_e_quel_conservatorismo_che_fa_presa_sugli_elettori_disperati-8628364/).

la rhétorique hostile à l'Europe leur a permis d'apparaître plus modérés et rassurants vis-à-vis des partenaires internationaux. Il est intéressant de connaître les idées et les décisions assumées par les partis de la coalition de droite avant la campagne électorale.

Fratelli d'Italia

Les positions sur la défense des frontières, la protection de l'état de droit, l'euro, le plan de relance NextGenerationEU, le PNRR et l'immigration marquent une certaine distance avec le projet européen actuel. Concernant l'État de droit, Giorgia Meloni a affirmé à plusieurs reprises soutenir la Pologne et la Hongrie. En novembre 2020, Giorgia Meloni s'est opposée à l'accord du Parlement européen et du Conseil européen visant à conditionner le versement des fonds européens au respect de l'État de droit. Dans l'un de ses livres, elle déclare que l'idée d'État de droit est utilisée par l'Union européenne comme « une barre de fer avec laquelle on frappe la tête des Polonais et des Hongrois ³⁹ ».

Sur le plan de l'immigration, Meloni défend une politique de défense des frontières motivée par des raisons économiques et identitaires et par ce qu'elle qualifie d'invasion. Selon elle, la mesure du blocus naval serait le « seul moyen d'arrêter l'immigration illégale » : les ports d'un État seraient bloqués par les forces armées d'un ou de plusieurs autres États. Elle a cependant changé d'avis sur la nature de ce blocus, et dans le programme de gouvernement de la coalition de droite le blocus naval est décrit comme la « création de hotspots dans les territoires non européens, gérés par l'Union européenne, pour évaluer les demandes d'asile ⁴⁰ ». Pour Giorgia Meloni, l'immigration représente aussi le danger de l'islamisation et constitue une attaque contre les valeurs traditionnelles chrétiennes de l'Europe ⁴¹. « Nous défendrons ces symboles, ces églises et nous défendrons notre identité. Nous défendrons Dieu, la patrie et la famille, faites-vous une raison. Nous nous battons contre l'islamisation de l'Europe, parce que nous n'avons aucune intention de devenir un continent musulman », affirme-t-elle à Rome en 2019 ⁴². La perte des valeurs et de l'identité des

39. Giorgia Meloni, *Io sono Giorgia. Le mie radici, le mie idee*, Milan, Rizzoli, 2021, p. 213.

40. « Creazione di hot-spot nei territori extra-europei, gestiti dall'Unione Europea, per valutare le richieste d'asilo » (*Per l'Italia. Accordo quadro di programma per un Governo di centrodestra*, 2022, p. 6, (www.forzaitalia.it/speciali/PER_L_ITALIA/Accordo_quadro_di_programma_per_un_Governo_di_centrodestra.pdf).

41. Voir Fratelli d'Italia, *Programma elezioni europee*, 2019, p. 15 (www.fratelli-italia.it/wp-content/uploads/2019/04/Programma-completo-1.pdf).

42. « Noi difenderemo quei simboli, quelle chiese e difenderemo la nostra identità. Difenderemo Dio, la Patria e la famiglia, e fatevene una ragione. Ci batteremo contro l'islamizzazione dell'Europa, perché non abbiamo alcuna intenzione di diventare un continente musulmano » [discours de Giorgia Meloni piazza San Giovanni, à Rome, 19 octobre 2019, www.giorgiameloni.it/2019/10/19/il-discorso-integrale-di-giorgia-meloni-in-piazza-san-giovanni-a-roma/].

nations serait favorisée par « l'Union européenne actuelle, une entité indéfinie, gérée par d'obscurs bureaucrates ne tenant aucun compte des identités nationales ⁴³ ».

Du point de vue de ses alliances internationales, comme déjà évoqué, l'axe de Meloni penche clairement à l'Est. Elle a affiché à plusieurs reprises son amitié avec la très autoritaire Hongrie d'Orbán, et le parti polonais Droit et Justice (PiS) appartient au même groupe européen que Fratelli d'Italia. Son admiration pour Orbán est ancienne. Quelques jours avant les élections législatives de 2018, elle s'était rendue à Budapest pour rencontrer le président hongrois. Dans un entretien donné en marge de cette rencontre, elle avait décrit une sorte de programme de gouvernement directement inspiré par le modèle hongrois : « [De la Hongrie, je voudrais importer] la flat tax à 15 % avec une exonération totale pour ceux qui ont trois enfants, des crèches gratuites, 5 % du PIB investis dans la famille, qui est le véritable nœud avec lequel on peut résoudre le problème démographique, des murs contre l'immigration illégale, la défense de l'identité chrétienne et des super taxes sur les banques et les spéculateurs, l'argent étant réinvesti dans le bien-être de la population ⁴⁴. » Elle déclare que Fratelli d'Italia a « entamé une relation [avec Orbán] qui se poursuivra lorsque nous serons également au gouvernement. Je voudrais que l'Italie coopère avec les pays du groupe de Visegrád – Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie – qui, depuis 1993, s'emploient à préserver les intérêts nationaux de la pensée unique et de l'homologation que Bruxelles tente de nous imposer ⁴⁵ ». Par ailleurs, les 19 et 20 mai 2022, la Conservative Political Action Conference (CPAC), rencontre annuelle à laquelle participent les militants conservateurs d'Amérique du Nord et du reste du monde, s'est tenue pour la première fois en Europe, à Budapest. Vincenzo Sofo, eurodéputé de Fratelli d'Italia, autrefois leader des jeunes de La Destra-Fiamma Tricolore de Francesco Storace, et mari de Marion Maréchal, était l'un des invités italiens ⁴⁶.

Quelle Europe défend donc Giorgia Meloni ? Dans un article paru en avril 2022, elle soutient une certaine idée du souverainisme nationaliste, soulignant l'importance de la défense de « l'Europe des valeurs » classiques

43. Giorgia Meloni, *op. cit.*, p. 41-42.

44. « Che cosa le piacerebbe importare dall'Ungheria? "La tassazione fissa al 15%, con esenzione totale per chi ha tre figli. Gli asili nido gratis, il 5% del Pil investito sulla famiglia, che è il vero modo con cui si risolve il problema demografico, i muri all'immigrazione clandestina, la difesa dell'identità cristiana e le super tasse a banche e speculatori, con i soldi reinvestiti in welfare" » [Giorgia Meloni, 1^{er} mars 2018, www.giorgiameloni.it/2018/03/01/meloni-a-libero-il-mio-incontro-con-orban-a-budapest-e-la-risposta-a-gentiloni-e-pd-che-va-a-berlino-e-si-inginocchia-alla-merkel/].

45. « Abbiamo iniziato un rapporto che continuerà quando saremo anche noi al governo. Vorrei che l'Italia collaborasse con i Paesi del gruppo di Visegrad – Ungheria, Polonia, Repubblica Ceca e Slovacchia –, che dal 1993 si adoperano per salvaguardare gli interessi nazionali dal pensiero unico e dall'omologazione che Bruxelles cerca di imporci » [*ibid.*].

46. Voir Vincenzo Sofo, intervention à la CPAC, vidéo [9'20"], 20 mai 2022 (www.conservative.org/video/cpac-hungary-vincenzo-sofo/).

et chrétiennes respectant les « identités nationales ». Elle affirme vouloir « une Europe confédérale, respectant la subsidiarité et les souverainetés nationales, faisant moins de choses mais les faisant mieux⁴⁷ » et elle critique l'Union européenne pour avoir « adopté le programme politique mondialiste, ultra-environnemental et arc-en-ciel⁴⁸ ». Elle s'oppose aux « contraintes de plus en plus strictes » du « Green Deal » qui affecterait négativement la capacité de production des entreprises du secteur agroalimentaire. Plus récemment, lors de l'un de ses derniers meetings de campagne et lors d'un entretien avec le directeur du *Corriere della Sera*, elle assure qu'il faut changer l'Europe, en donnant moins de pouvoir à l'« axe franco-allemand⁴⁹ ».

La Lega

Il n'est pas simple d'évaluer la signification des discours sur l'Europe quand ils sont politiques. Dans le cadre de la liberté d'opinion et du pluralisme des idées qu'implique la démocratie libérale, l'hostilité à l'euro et à l'Europe est évidemment recevable. L'opposition à l'Union européenne et à l'euro ne saurait suffire pour caractériser un projet extrémiste et autoritaire. Certains partis populistes bataillent contre l'euro et même contre l'Europe mais modèrent soudainement leurs propos à l'entrée d'une campagne électorale et plus nettement encore lorsqu'il leur semble possible d'accéder au pouvoir. Ainsi, d'un côté, en 2013, au moment de sa nomination en tant que secrétaire de la Lega Nord, Matteo Salvini prend un virage important qui annonce la ligne à venir du parti : il scelle une alliance avec les partis anti-euro, et se rapproche à cette occasion de Marine Le Pen. Au congrès du Front national, à Lyon, en 2014, il arbore un tee-shirt « Basta Euro ». À cette même occasion, il évoque la proximité entre son parti et celui de son alliée française : tous les deux sont contre « le super-État européen, la pensée unique et le vol de notre souveraineté ». Il souligne leur volonté de sortir de la monnaie unique, leur foi en la famille traditionnelle comme valeur fondamentale. Puis il désigne leurs ennemis communs : l'Union européenne, l'« immigration sauvage » et la « bien-pensance » de la gauche. Il porte cette ligne politique commune avec le Front national à Strasbourg : dans une intervention en 2015 au Parlement européen, vêtu du même tee-shirt « Basta Euro », il déclare que l'Union européenne prépare « un futur de guerre et de chômage » pour 500 millions de citoyens. Pour les élections générales de 2018, après une

47. « Un'Europa confederale, rispettosa della sussidiarietà e delle sovranità nazionali, che faccia meno cose ma le faccia meglio » (Giorgia Meloni, « L'Europa secondo Giorgia Meloni », *il foglio.it*, 13 avril 2022, www.ilfoglio.it/politica/2022/04/13/news/l-europa-secondo-meloni-3904915/).

48. « L'Ue ha abbracciato l'agenda politica globalista, ultra-ambientalista e arcobaleno » (*ibid.*).

49. Voir Giuseppe Asta, « Tra Giorgia Meloni e Enrico Letta molte distanze ma il confronto è senza acuti », *rainews.it*, 12 septembre 2022 (www.rainews.it/articoli/2022/09/tra-giorgia-meloni-e-enrico-letta-molte-distanze-ma-il-confronto-senza-acuti-66ed0a8e-d1be-46cf-ace2-00834201dde6.html).

campagne anti-migrants, la Lega compose un gouvernement en coalition avec le M5S et, dans la même période, désigne deux universitaires anti-euro, Alberto Bagnai et Claudio Borghi, élus respectivement sénateur et député ainsi que présidents des commissions parlementaires Finances au Sénat et Budget à la Chambre (jusqu'en juillet 2020), dans l'intention de préparer un plan de sortie de la monnaie unique de l'Italie. Mais cette opération ne s'est jamais réalisée.

Si les promesses de révolte à l'égard du projet européen n'aboutissent pas, en revanche des décisions durcissant les règles organisant l'immigration sont adoptées par Matteo Salvini, vice-président du Conseil, pendant les quatorze mois de gouvernement allié avec le M5S. En tant que ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini applique la politique des « ports fermés⁵⁰ » et fait passer le décret de sécurité, en vigueur depuis le 5 octobre 2018, qui concerne principalement le système d'accueil italien. La principale mesure de ce décret est la suppression du permis de séjour pour raisons humanitaires, forme de protection d'une durée de deux ans, remplacé par d'autres permis plus spécifiques et pratiquement impossibles à obtenir⁵¹. Jusqu'au mois d'août 2019, Matteo Salvini mène une campagne électorale permanente basée sur des attaques contre l'Europe, les arrivées de migrants et les « puissances de ce monde » (ceux qu'il appelle les *poteri forti*, les « puissances fortes »⁵²). Il a multiplié également les attaques *ad hominem* contre la France et le président Emmanuel Macron, déclarant ainsi, en janvier 2019 : « En France, ils ont un très mauvais gouvernement et un très mauvais président de la République. Macron parle d'accueil mais refoule les migrants à la frontière. [...] Macron ne sera peut-être plus notre interlocuteur (à l'avenir). J'espère que les Français pourront bientôt faire d'autres choix⁵³. »

Pendant la durée du gouvernement de Mario Draghi, alors que l'Union européenne se voit confrontée à la nécessité de renforcer sa politique étrangère et de redoubler d'efforts en vue de la création d'une défense commune européenne, Matteo Salvini se tourne vers l'Est. À partir

50. Cette politique lui vaudra trois procès pour enlèvement de personnes dans les affaires liées au refus de laisser débarquer des navires humanitaires *Open Arms*, *Gregoretto* et *Sea Watch*.

51. Quelques semaines plus tard, il lance un appel d'offres pour les centres d'accueil, ce qui affaiblit en fait l'ensemble du système en allouant moins d'argent aux centres les plus répandus, les Centri di Accoglienza Straordinaria [CAS, « centres d'accueil d'urgence »]. Le 6 août 2019 a été approuvé le décret de sécurité *bis*, modifiant les règles concernant le débarquement des migrants secourus en mer. L'article premier attribue de nouveaux pouvoirs au ministre de l'Intérieur, comme la possibilité d'interdire aux navires qui enfreignent les lois italiennes sur l'immigration l'accès aux eaux territoriales de la Péninsule. L'article 2 garantit au gouvernement la possibilité d'imposer des amendes énormes aux capitaines de navires qui ignorent l'interdiction d'entrée prévue à l'article premier. Le décret prévoit également de nouveaux fonds pour le rapatriement des migrants en situation irrégulière.

52. Expression souvent utilisée par Matteo Salvini en référence à des groupes d'intérêts politiques et économiques supposés très puissants.

53. Cité in Jean-Michel Gradt, « Nouvelle attaque en règle de Salvini contre Macron », *lesechos.fr*, 23 janvier 2019 (www.lesechos.fr/monde/europe/nouvelle-attaque-en-regle-de-salvini-contre-macron-870660).

de 2020, le leader de la Lega mène des discussions avec le premier ministre hongrois Viktor Orbán et le premier ministre polonais Mateusz Morawiecki pour la formation d'un nouveau groupe des droites souverainistes au Parlement européen. Son alignement sur la Hongrie d'Orbán, affiché depuis 2019, est devenu encore plus explicite en 2021 : dans le cadre du recours de la Commission européenne à la Cour de justice de l'Union européenne contre la loi hongroise condamnant la « propagande » LGBT, Salvini se range du côté d'Orbán. Au Parlement européen, de nombreux votes de la Lega témoignent du soutien au premier ministre hongrois. Le 15 septembre 2022, la Lega et Fratelli d'Italia ont voté contre le rapport du Parlement européen dans lequel la Hongrie est décrite comme une « menace systémique » pour les valeurs fondatrices de l'Union européenne et une « autocratie électorale ».

Forza Italia

Forza Italia, le parti fondé par Silvio Berlusconi en 1994, a mené la coalition de droite jusqu'en 2018, au moment où Salvini a gagné les élections. Ce parti est historiquement atlantiste, proeuropéen, conservateur et libéral. Depuis trente ans, Berlusconi est l'un des maîtres de la vie politique italienne et, à 85 ans, il vient à nouveau d'être élu sénateur. Forza Italia est considéré par l'Union européenne comme le gardien de la continuité du programme de gouvernement de Mario Draghi. Pendant la campagne électorale, le parti se pose en garant du respect des pactes internationaux. Au Parlement européen, son appartenance au PPE vise à affirmer son ancrage dans la tradition chrétienne-démocrate, libérale, proeuropéenne et atlantiste. L'introduction du symbole du PPE dans celui du parti vise à contrebalancer l'attitude extrémiste de ses deux alliés de droite⁵⁴. Antonio Tajani, ancien président du Parlement européen, vice-président et coordinateur unique de Forza Italia, a maintes fois souligné que le PNRR ne sera pas modifié et que son parti assurera la continuité avec le processus de réformes lancé par Mario Draghi.

2. Les évolutions possibles des relations avec l'Union européenne

Après une crise sans précédent due à la pandémie, l'Union européenne a mis en place un plan de relance pour accompagner la reprise italienne. Le plan comprend 132 investissements et 58 réformes, soutenus par 68,9 milliards d'euros de subventions et 122,6 milliards d'euros de prêts⁵⁵. L'ampleur des aides allouées à l'Italie est inédite : « L'Italie ne

54. Voir Emanuele Bonini, « "Partito popolare europeo" nel simbolo di Forza Italia per le elezioni di settembre », eunews.it, 9 août 2022 [<https://www.eunews.it/2022/08/09/forza-italia-partito-popolare-europeo-elezioni-italia/>].

55. Voir European Commission, « Italy's recovery and resilience plan », 2021 [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/recovery-coronavirus/recovery-and-resilience-facility/italys-recovery-and-resilience-plan_en].

pourrait pas supporter le prix de la discontinuité », souligne Stefano Stefanini, ancien ambassadeur de l'Italie à l'OTAN⁵⁶. En effet, la crise du gaz qui affecte actuellement l'Europe, la récession à venir, le risque d'une aggravation du conflit en Ukraine ne devraient pas permettre à la nouvelle coalition au pouvoir de modifier radicalement les accords pris avec l'Union européenne dans le court terme. Giorgia Meloni a déjà garanti qu'elle renégocierait les conditions du PNRR et, qu'une fois les élections gagnées, pour l'Europe « les plaisanteries » allaient « prendre fin ». Mais il est possible que ses premières décisions politiques soient dictées par davantage de prudence.

Avec la victoire des Démocrates de Suède, le nouveau pouvoir de Giorgia Meloni pourra sans doute renforcer l'alliance des souverainistes et des nationalistes européens. Pourtant, il est difficile de comprendre quels intérêts ces partis foncièrement nationalistes pourraient avoir en commun, sinon celui de la gestion de l'immigration. Un possible virage de la part de la droite italienne vers le projet politique et social d'Orbán et de Morawiecki, notamment concernant la défense de la famille chrétienne, la stigmatisation des personnes LGBT et des mesures défavorisant l'avortement, n'est pas à exclure. De plus, il faudra surveiller le discours à propos des sanctions contre la Russie de la part de Giorgia Meloni. Si l'opinion publique devait manifester son mécontentement à la suite de l'augmentation du coût de l'énergie, des prix des produits alimentaires et des licenciements à venir, comment la coalition de droite réagirait-elle ?

3. Quelles relations avec la Russie ? Et avec les États-Unis ?

Fratelli d'Italia

À la différence des ambiguïtés de la Lega et de Forza Italia, la politique étrangère de Giorgia Meloni est très claire. Dès le début du conflit, elle a affirmé son soutien à l'Ukraine et appuyé les décisions de l'OTAN et de l'Union européenne, plaidant, d'un côté, pour l'envoi d'armes en Ukraine et, de l'autre, pour le maintien des sanctions contre la Russie. Récemment, elle s'est déclarée officiellement et clairement hostile à Vladimir Poutine, qualifiant d'« illégaux » ses référendums d'annexion. Elle affirme à ce propos : « La déclaration d'annexion à la Fédération de Russie après la farce du référendum organisé sous une occupation militaire brutale n'a aucune valeur juridique ou politique. [...] Poutine démontre une fois de plus sa vision néo-impérialiste de style soviétique qui menace la sécurité de tout le continent européen⁵⁷. » Elle souligne également « la nécessaire

56. Cité in Amy Kazmin, « What an Italy led by the far-right might mean for Europe », ft.com, 22 septembre 2022 [www.ft.com/content/649d7326-8013-412d-84f3-97fc3a5069e3].

57. Citée in Matteo Pucciarelli et Tommaso Ciriaco, « Meloni condanna l'annessione di Putin: "Il suo imperialismo è una minaccia". I timori della leader per gas e recessione », repubblica.it, 30 septembre 2022 [www.repubblica.it/politica/2022/09/30/news/meloni_putin_annessione_ucraina-368046012/].

cohésion et unité des démocraties occidentales⁵⁸ ». Pravda.ru, journal en ligne contrôlé par des oligarques pro-Poutine et fondé en 1999 après la scission d'une partie de la rédaction du quotidien Pravda, toujours organe du Parti communiste de la Fédération de Russie, s'est exprimé contre la victoire de Giorgia Meloni, qui aurait répudié « son euroscepticisme historique » et épousé la croisade atlantiste contre la Russie. D'après ce journal elle « conduira l'Italie dans une crise encore plus profonde que la crise actuelle⁵⁹ ».

En revanche, Giorgia Meloni s'affiche très proche de l'Amérique de Trump. En 2018, Fratelli d'Italia a invité à sa réunion annuelle l'ancien conseiller de Trump, Steve Bannon, accueilli comme une star à Atreju par les « patriotes » du parti. Giorgia Meloni a reçu des éloges importants de la part du célèbre communicant et après cette rencontre elle n'a cessé de tisser des liens aux États-Unis. Au mois de février 2020, elle a participé à la 68e édition du National Prayer Breakfast, un rendez-vous annuel auquel Donald Trump était présent comme chaque année. Puis elle s'est rendue à Washington DC s'exprimer pour la seconde année consécutive à la CPAC, une fois encore en présence de Donald Trump.

Plus récemment, au mois de septembre, Adolfo Urso, président du Comitato parlamentare per la sicurezza della Repubblica (Copasir) et sénateur de Fratelli d'Italia, s'est rendu à Washington⁶⁰ pour montrer aux membres du Congrès et aux analystes le programme du parti en politique étrangère, défense, sécurité ainsi que sur les sujets de coopération⁶¹. Giorgia Meloni a aussi conclu un accord avec l'International Republican Institute (IRI)⁶² pour organiser une grande conférence sur l'Afghanistan à Rome. Elle est également membre de l'Aspen Institute et a participé à la CPAC de cette année. Elle a déclaré que l'Italie et les États-Unis ont des « racines communes⁶³ » et s'est exprimée dans de grands journaux américains pour défendre ses positions.

58. *Ibid.*

59. Voir Lyuba Lulko, « Italy's new Prime Minister Meloni chooses road to chaos », english.pravda.ru, 17 août 2022 (https://english.pravda.ru/world/153660-italy_meloni/).

60. Voir « Urso a Washington, "per Usa Meloni è pienamente affidabile" », ansa.it, 14 septembre 2022 (https://www.ansa.it/sito/notizie/topnews/2022/09/14/urso-a-washington-per-usa-meloni-e-pienamente-affidabile_2f7b30c8-d131-45c3-b7fe-6b52f057917a.html).

61. Voir Adolfo Urso, twitter.com, 12 septembre 2022 (https://twitter.com/adolfo_urso/status/1569341370204143618).

62. L'International Republican Institute (IRI), le plus important groupe de réflexion du monde républicain, a été fondé en 1983 avec le soutien de l'ancien président américain Ronald Reagan.

63. Citée in Cesare Zapperi, « Giorgia Meloni sull'Ucraina: "Giusto mandare le armi. Attacchi a Salvini stucchevoli" », corriere.it, 10 mars 2022 (https://www.corriere.it/politica/22_marzo_10/giorgia-meloni-all-ucraina-aggressione-inaccettabile-giusto-mandare-armi-1a152152-a060-11ec-83b4-cf7e2400b5e9.shtml?refresh_ce).

La Lega

En Europe, la Lega a été le parti le plus actif dans la contestation des sanctions économiques contre le régime de Moscou depuis l'annexion de la Crimée. Depuis 2014, Matteo Salvini affiche officiellement sa proximité avec Poutine. Les relations conflictuelles avec l'Europe et ses institutions se développent avec, en toile de fond, un lien privilégié avec la Russie. En 2014, lors du congrès du Front national à Lyon, Salvini affirmait : « Les choix ignobles des gouvernements occidentaux nous consternent. Il suffit de penser à la Russie et à la politique insensée menée par les décideurs européens qui ne sert certainement pas les intérêts de nos concitoyens⁶⁴. » Il estimait que les mesures prises à son encontre à la suite de l'invasion de la Crimée, où il se rendra d'ailleurs lui-même en 2016, pénalisaient les entrepreneurs occidentaux. En 2017, le leader de la Lega affirmait avoir signé un accord programmatique entre son parti et Russie unie, le parti de Poutine. Il déclare à ce propos : « Poutine est l'un des meilleurs chefs d'État au monde avec Trump. Si on avait Poutine en Italie, nous irions mieux, et je dis cela car j'en suis convaincu⁶⁵. » Lors d'une conférence de presse tenue à Rome en 2020, il définit Poutine comme « un homme d'État estimé et respecté » et affirme que la Lega au pouvoir travaillera à « améliorer les relations économiques, culturelles, gastronomiques, diplomatiques, géopolitiques et stratégiques » avec la Russie⁶⁶.

Salvini a toujours nié avoir reçu des financements du Kremlin, mais des investigations journalistiques ont abouti à l'ouverture d'une enquête pour corruption internationale. L'hebdomadaire *L'Espresso* et le site américain Buzzfeed ont révélé les détails d'une rencontre, en octobre 2018, à l'hôtel Métropole de Moscou, entre trois Italiens, dont Gianluca Savoini, ami et collaborateur de Matteo Salvini, et trois Russes, pour évoquer le financement de la Lega par la Russie via un montage financier à travers la compagnie pétrolière italienne ENI. Gianluca Savoini, ancien porte-parole de Salvini, était le président de l'association culturelle Lombardie-Russie qui se disait « non partisane mais avec des idées très précises qui correspondent pleinement à la vision du monde énoncée par le président de la Fédération de Russie lors de la réunion de Valdaï 2013 et qui peuvent

64. Intervention de Matteo Salvini, XV^e congrès du Front national, vidéo [10'26"], youtube.com, 29 novembre 2014 [www.youtube.com/watch?v=dkj_9MKe0NE].

65. Voir discours de Matteo Salvini « Putin il miglior uomo di governo al mondo », vidéo [56"], youtube.com, 13 juillet 2019 [www.youtube.com/watch?v=JQZBw7oXY9I], et « Salvini: "Staremmo meglio se avessimo un Putin in Italia. Fake news? Follia del Pd" », rainews.it, 28 novembre 2017 [www.rainews.it/archivio-rainews/articoli/salvini-staremmo-meglio-avessimo-putin-italia-fake-news-follia-pd-65f2f6e3-931a-47c2-a170-855960b8f957.html].

66. Voir « La politica estera della Lega per Salvini Premier: conferenza stampa di Matteo Salvini e Giancarlo Giorgetti », conférence de presse, vidéo [1h38], radioradicale.it, 13 février 2020 [www.radioradicale.it/scheda/598305/la-politica-estera-della-lega-per-salvini-premier-conferenza-stampa-di-matteo-salvini?i=4098821].

être résumées en trois mots : identité, souveraineté, tradition⁶⁷ ». Savoini a été présent de manière récurrente lors de rencontres avec des représentants institutionnels russes.

La participation de Salvini à la coalition gouvernementale guidée par Mario Draghi l'a obligé, d'une certaine manière, à se ranger derrière le consensus en faveur d'une aide logistique à l'Ukraine : le contraire aurait entraîné la sortie de son parti de la coalition. Salvini ne pouvait se le permettre car son aura et son influence avaient été écornées durant la pandémie. Il avait donc besoin de visibilité. Mais ses changements de position et ses ambiguïtés à l'égard de la Russie l'ont affaibli. Depuis l'invasion de l'Ukraine, il se livre à un numéro d'équilibriste, montrant son empathie avec le peuple ukrainien mais se gardant de rendre nommément Poutine responsable de la situation. Pendant plusieurs mois, il s'est contenté de qualifier le conflit de « tragédie », sorte d'événement tombé du ciel.

Pendant la campagne électorale, il a pris ses distances avec Giorgia Meloni, affirmant que les sanctions contre la Russie ne fonctionnaient pas : « Jusqu'à présent, ceux qui ont été sanctionnés gagnent, tandis que ceux qui ont appliqué les sanctions sont à genoux. Il est clair que quelqu'un en Europe fait un mauvais calcul : il est essentiel de repenser la stratégie pour sauver les emplois et les entreprises en Italie », a-t-il par exemple déclaré récemment sur Twitter⁶⁸.

Forza Italia

Forza Italia se considère comme fidèle à l'Alliance atlantique, confirmant son soutien à l'OTAN, souhaitant, entre autres, ajuster les investissements italiens dans la défense et renforcer encore les relations avec les États-Unis⁶⁹. Pourtant les relations entre Vladimir Poutine et Silvio Berlusconi ont toujours été plutôt ambiguës. Leur amitié a commencé au début des années 2000, lorsque Berlusconi a joué le rôle de médiateur entre Poutine et George W. Bush. Vladimir Poutine a déclaré que la création du Conseil à Pratica di Mare, en mai 2002, était « une étape positive dans l'établissement de relations de partenariat entre la Russie et l'OTAN⁷⁰ ». Les deux leaders sont très proches et ont passé plusieurs

67. Le site Facebook de l'association Lombardie-Russie n'est plus accessible. Il est toujours possible de retrouver les références au manifeste sur des sites annonçant la création de l'entreprise en 2014 et des entretiens du président Savoini [voir www.lindipendenza Nuova.com/nasce-lombardia-russia-associazione-per-raccontare-il-vero-putin/ et <https://blog.ilgiornale.it/catto/2015/12/02/associazione-lombardia-russia-uno-sguardo-geopolitico-per-una-nuova-amicizia-con-mosca/>].

68. « A oggi chi è stato sanzionato sta guadagnando, mentre chi ha messo le sanzioni è in ginocchio. Evidentemente qualcuno in Europa sta sbagliando i conti: ripensare la strategia è fondamentale per salvare posti di lavoro e imprese in Italia » [Matteo Salvini, twitter.com, 3 septembre 2022, <https://twitter.com/matteosalvinini/status/1566059418302746625>].

69. *Per l'Italia...*, op. cit., p. 10.

70. Cité in Alan Friedman, « Berlusconi-Putin: storia segreta di una relazione [speciale] », *corriere.it*, 3 octobre 2015 [www.corriere.it/cronache/15 ottobre 03/berlusconi-putin-storia-segreta-una-relazione-speciale-e4c9a76a-698f-11e5-b67f-8dc132718e33.shtml].

fois leurs vacances ensemble, en Russie et en Italie. Berlusconi a rendu visite à Poutine en Crimée en 2015, après l'annexion de la péninsule ukrainienne par Moscou. À la même époque, l'ancien président du Conseil italien affirmait : « Certains voudraient séparer la Russie de l'Europe et l'Ukraine de la Russie⁷¹. » Le leader de Forza Italia a toujours soutenu Poutine à propos de la Crimée et de l'Ukraine. Il a fortement critiqué les sanctions européennes contre la Russie, expliquant, sur la question de l'Ukraine, être « en désaccord avec la politique de l'Union européenne et des États-Unis, et avec le comportement de l'OTAN. Les habitants de la Crimée parlent russe et ils ont voté par référendum en faveur d'une réunification avec la Mère Russie. Les sanctions internationales décidées contre des citoyens russes considérés comme proches de Poutine sont absurdes. L'expulsion de la Russie du G8 était une erreur⁷² ». Plus récemment, à l'occasion de sa présence dans un talk-show télévisé très populaire, il a réaffirmé son soutien à Poutine : selon le Cavaliere, « il ne voulait que remplacer le président ukrainien Volodymyr Zelensky par un gouvernement composé de personnes respectables », mais a rencontré une « résistance inattendue » sur le terrain⁷³.

PER L'ITALIA

Synthèse du programme unitaire du centre droit italien

(www.fratelli-italia.it/wp-content/uploads/2022/08/PER-LITALIA-Accordo-quadro-di-programma-per-un-Governo-di-centrodestra.pdf)

Respect des alliances, adhésion à l'Alliance atlantique et soutien au projet européen

- Respect des alliances internationales et renforcement du rôle diplomatique de l'Italie dans le contexte géopolitique. La coalition s'engage à respecter les engagements pris dans le cadre de l'Alliance atlantique, y compris l'augmentation du budget dédié à la défense.
- Face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le centre droit réaffirme son soutien à l'Ukraine et à toute initiative diplomatique visant à la résolution du conflit.
- Le centre droit adhère au processus d'intégration européenne, et est en particulier favorable à une intégration politique plus forte dans l'Union européenne. La coalition manifeste également son soutien à la révision des règles du pacte de stabilité et de croissance.

⁷¹. *Ibid.*

⁷². Voir « Russia fuori del G8, Berlusconi: "Un errore" », vidéo, [repubblica.it](https://www.repubblica.it/dossier/revolte-ucraina-2013/russia-fuori-dal-g8-berlusconi-un-errore/160513/159002), 26 mars 2014 (<https://www.repubblica.it/dossier/revolte-ucraina-2013/russia-fuori-dal-g8-berlusconi-un-errore/160513/159002>).

⁷³. Voir « Berlusconi da Vespa: "Putin voleva sostituire il governo Zelensky con persone perbene" », vidéo, [rainews.it](https://www.rainews.it/video/2022/09/berlusconi-da-vespa-putin-voleva-sostituire-il-governo-zelensky-con-persone-perbene-4de458eb-64ed-463b-94ec-5b3c5c015f44.html), 23 septembre 2022 (www.rainews.it/video/2022/09/berlusconi-da-vespa-putin-voleva-sostituire-il-governo-zelensky-con-persone-perbene-4de458eb-64ed-463b-94ec-5b3c5c015f44.html).

- La coalition entend affirmer le rôle central de l'Italie dans la région méditerranéenne. Elle s'engage à soutenir un plan européen pour le développement du continent africain, qui aura pour objectif la croissance socio-économique et la stabilité politique du continent.
- La coalition s'engage dans la défense et la promotion des racines et des identités culturelles judéo-chrétiennes de l'Europe.

Réformes institutionnelles et du système judiciaire

- Le centre droit veut instaurer l'élection du président de la République au suffrage universel*.
- Implémentation de la loi sur le fédéralisme fiscal.
- Le programme propose la séparation des carrières de juge et de procureur.

Réformes fiscales

- Opposition à l'introduction de toute forme d'impôt sur la fortune.
- Extension de la *flat tax* pour les revenus d'activité jusqu'à 100 000 euros par an, dans la perspective de l'étendre à une plus large proportion des contribuables.

Soutien à la famille et à la natalité

- La coalition entend soutenir la natalité à travers la création de crèches gratuites, de crèches d'entreprise et de ludothèques. Parallèlement, le programme prévoit la réduction de la TVA sur les produits pour les nourrissons et les enfants.
- Protection de l'emploi des jeunes mères.
- Facilitations d'accès aux prêts pour le premier achat immobilier pour les jeunes couples.

Sécurité et lutte contre l'immigration illégale

- Renforcement des systèmes de vidéosurveillance dans les villes.
- Renforcement des systèmes de cybersécurité.
- Lutte contre toute forme d'antisémitisme et de radicalisme islamique.
- La coalition s'engage à soutenir la lutte contre l'immigration irrégulière et à promouvoir une gestion rigoureuse des flux d'immigration régulière. Le programme s'engage également à soutenir l'inclusion sociale et professionnelle des immigrés réguliers.
- Le centre droit s'engage à défendre les frontières italiennes et européennes, à travers la lutte contre les débarquements de migrants, en coopération avec les autorités des pays d'Afrique du Nord. Dans cette perspective, la coalition promeut également la création de *hotspots* sur des territoires extra-européens afin d'évaluer les demandes d'asile.

Santé

- La coalition s'engage à poursuivre la lutte contre la pandémie de Covid-19 sans réduire les libertés individuelles.

Défense du travail, de l'entreprise et de l'économie

- Afin de soutenir les entreprises et les travailleurs, la coalition propose une réduction du coin fiscal.
- Mobiliser le levier de la TVA afin de limiter la hausse des prix des produits de première nécessité.
- Implémentation de politiques de soutien à l'insertion professionnelle des femmes, des jeunes de moins de 35 ans et des personnes en situation de handicap, et à l'aide à l'embauche dans des zones défavorisées.

Retraites

- Le programme propose l'augmentation des montants minimums de retraite et des pensions d'invalidité.

Les politiques énergétiques

- Le centre droit s'engage à poursuivre le processus de transition énergétique, en augmentant la production d'énergie renouvelable.
- Parallèlement, la coalition entend promouvoir une diversification des approvisionnements énergétiques et la réalisation d'un plan pour l'autonomie énergétique.
- Le programme soutient les politiques européennes de *price cap*.
- Le programme prend en considération la possibilité d'un recours à l'énergie nucléaire **.

L'environnement

- Respect et mise à jour des engagements internationaux pris par l'Italie afin de lutter contre le changement climatique.
- Définition et mise en œuvre d'un plan stratégique d'économie circulaire, dans l'objectif de réduire la consommation de ressources naturelles, d'augmenter la qualité et la quantité du recyclage des déchets, et de soutenir la transformation des déchets en énergie renouvelable à travers la création de centrales innovantes.
- La coalition promeut la sauvegarde de la biodiversité, notamment à travers la création de nouvelles réserves naturelles. En parallèle, elle soutient une action de reboisement sur la totalité du territoire national, en particulier dans les zones touchées par des incendies et des catastrophes naturelles.

* Actuellement, l'élection présidentielle en Italie consiste en une élection au suffrage indirect, par une assemblée composée des membres de la Chambre des députés, du Sénat de la République, et des délégués des Régions.

** La production italienne d'énergie nucléaire a été arrêtée en 1987 suite à un référendum.

FRATELLI D'ITALIA

Synthèse du programme

(www.fratelli-italia.it/wp-content/uploads/2022/08/Brochure_programma_Fdl_qr_def.pdf)

Soutien à la famille et à la natalité (point 1, p. 5)

- Afin de soutenir la famille, considérée comme l'élément fondateur de la société, le parti de Giorgia Meloni propose l'introduction progressive du quotient familial, c'est-à-dire d'un système de taxation qui prend en considération le nombre de parts dans le foyer. En outre, il s'engage à réduire la TVA sur les produits de première nécessité pour les nourrissons (couches, biberons, lait maternisé et autres).
- Le parti promeut une politique de facilitation d'accès aux crèches en soutenant les municipalités afin qu'elles puissent garantir l'accès gratuit aux crèches et en promouvant la création de crèches d'entreprise.
- Le programme indique qu'il conservera la pleine application de la loi 194 de 1978 qui garantit le droit à l'avortement.
- Le parti souhaite créer un fonds à disposition des femmes seules ou en situation de précarité qui désirent mener à terme leur grossesse.
- Le programme propose l'augmentation des ressources du fonds de garantie pour les jeunes couples qui désirent effectuer leur premier achat immobilier. En outre, il s'oppose à toute forme de taxation sur la résidence principale.

Utilisation des ressources du Next Generation EU et des fonds européens (point 2, p. 6)

- Fratelli d'Italia demande une mise à jour du plan de relance italien, en raison de la crise économique consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Davantage de ressources devront être destinées à l'approvisionnement et à la sécurité énergétique afin de mettre un terme à la dépendance de l'Italie et de l'Europe vis-à-vis de la Russie.
- Le recours aux fonds européens est considéré prioritaire. Dans cette perspective, le programme propose de réorganiser et de renforcer le contrôle des dépenses européennes en ce domaine.

Politiques fiscales et pouvoir d'achat (point 3, p. 8)

- Fratelli d'Italia propose l'extension de la *flat tax* jusqu'à 100 000 euros par an pour les revenus d'activité.
- Afin de protéger le pouvoir d'achat, Fratelli d'Italia propose une réduction de la TVA sur un large ensemble de produits.
- Le parti propose une défiscalisation des heures de travail supplémentaires et des primes.

Soutien au système entrepreneurial (point 4, p. 9)

- Fratelli d'Italia s'engage à mettre en place des politiques visant à favoriser la relocalisation des entreprises en Italie et à décourager la délocalisation.

- De manière complémentaire, le parti s'engage à lutter contre la concurrence déloyale et à combattre les pratiques de dumping fiscal.
- Fratelli d'Italia entend favoriser la participation des salariés aux résultats et à la gestion de l'entreprise.

Soutien à l'embauche (point 6, p. 12)

- Fratelli d'Italia s'engage à réduire la pression fiscale sur le travail afin de soutenir les salariés et les entreprises.
- Le programme propose de rationaliser les mesures d'incitation à l'embauche actuellement en place et de les synthétiser dans de nouvelles mesures plus efficaces. Dans cette perspective, Fratelli d'Italia propose l'introduction d'un mécanisme fiscal favorisant les entreprises qui créent des emplois.
- Le parti entend contraster le *gender pay gap* à travers la promotion de mesures qui encouragent la transparence dans les rétributions et l'institution d'une autorité de garantie.
- Afin de faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail, Fratelli d'Italia encourage la formation dans le secteur scientifique, technologique, de l'ingénierie et des mathématiques (Stem).

L'État-providence (points 9 et 10, p. 17 et 18)

- Fratelli d'Italia souhaite introduire une allocation-chômage pour les travailleurs autonomes, selon les mêmes règles de l'allocation-chômage destinée aux travailleurs dépendants.
- Le programme propose l'augmentation des montants minimums de retraite.

Santé (point 11, p. 19)

- Fratelli d'Italia s'engage dans la promotion des systèmes de télémédecine et des soins à domicile.
- Le parti s'engage dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 en promouvant l'installation de dispositifs d'aération dans les écoles et les bureaux. Le parti n'entend pas introduire la vaccination obligatoire contre le Covid-19, et s'oppose à la réintroduction du passe sanitaire.
- Le parti entend créer une commission d'enquête sur la gestion sanitaire et économique de la pandémie, mais également sur les réactions indésirables aux vaccins.

Droits et libertés individuels (point 12, p. 21)

- Fratelli d'Italia souhaite supprimer les formes de censure présentes sur les réseaux sociaux afin de garantir la liberté d'expression au sein des grandes plateformes de communication.

- Le parti s’engage dans la lutte contre toute forme de discrimination, notamment celle liée à l’orientation sexuelle. Fratelli d’Italia entend maintenir la loi sur les unions civiles mais s’oppose à l’adoption homoparentale et à la gestation pour autrui (GPA).

Agroalimentaire (point 15, p. 24)

- Fratelli d’Italia s’oppose à l’introduction de tout instrument de certification des produits agroalimentaires qui pénaliserait les produits italiens*.
- Le parti entend lutter contre toute forme de concurrence déloyale qui pénaliserait un label agroalimentaire italien (*Italian sounding*).

Environnement (point 16, p. 25)

- Fratelli d’Italia poursuit les objectifs définis par le plan de relance italien en matière de transition écologique mais en sauvegardant le système productif, en particulier en ce qui concerne les secteurs industriels qui ont plus de difficultés à se reconverter (l’industrie automobile).
- Le programme propose un renforcement des services de transport public et des services de mobilité durable.
- Le parti s’engage à promouvoir en Europe l’introduction d’une taxation sur les produits extra-européens qui ne respectent pas les standards européens de protection de l’environnement.

Énergie (point 17, p. 26)

- Fratelli d’Italia soutient les politiques européennes de *price cap* en vue de limiter l’augmentation du prix du gaz et la diversification des sources d’approvisionnement énergétique, et afin d’émanciper l’Italie et l’Europe de toute dépendance énergétique à la Russie.
- Afin de promouvoir une diversification des sources d’énergie, Fratelli d’Italia propose d’investir dans la recherche sur le nucléaire de dernière génération et une augmentation significative des investissements dans les énergies renouvelables.

Sécurité et lutte contre l’immigration illégale (point 21, p. 31)

- Fratelli d’Italia entend renforcer les mesures de cybersécurité.
- Le parti s’engage à soutenir la lutte contre l’immigration irrégulière et à promouvoir une gestion rigoureuse des flux d’immigration régulière.
- Le programme s’engage à soutenir l’inclusion sociale et professionnelle des immigrés réguliers.
- Fratelli d’Italia s’engage à défendre les frontières italiennes et européennes, à travers la lutte contre les débarquements des migrants, en coopération avec les autorités des pays d’Afrique du Nord, et éventuellement à établir un blocus maritime. Dans cette perspective, la coalition promeut également la création de *hotspots* sur des territoires extra-européens afin d’évaluer les demandes d’asile.

- Le parti s'engage à obtenir une distribution équitable des migrants réguliers entre les vingt-sept États membres de l'Union européenne.
- Fratelli d'Italia promeut la création d'accords entre l'Union européenne et des États tiers afin de faciliter le rapatriement des immigrés clandestins et irréguliers. Dans cette perspective, le parti entend poser comme condition à un accord de coopération avec un pays tiers au fait que ce dernier accepte de rapatrier les migrants irréguliers et clandestins.
- Le parti s'engage avec fermeté dans la lutte contre toute forme d'antisémitisme, de racisme et d'intégrisme islamique.

Justice (point 22, p. 33)

- Le programme propose la séparation des carrières de juge et de procureur.

Présidentialisme et réformes institutionnelles (point 24, p. 35)

- Fratelli d'Italia propose la mise en place d'une réforme présidentielle de l'État.
- Le parti propose l'implémentation de la loi sur le fédéralisme fiscal.
- Le parti s'engage à mettre en place des politiques pour promouvoir une plus forte digitalisation de l'administration publique.

Alliances internationales et Union européenne (point 25, p. 37)

- Le parti promeut une politique étrangère centrée sur la sauvegarde de l'intérêt national et la défense de la patrie.
- Le parti s'engage à respecter les alliances internationales et les engagements pris dans le cadre de l'Alliance atlantique, y compris en ce qui concerne l'augmentation du budget dédiée à la défense.
- Face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Fratelli d'Italia réaffirme le soutien de l'Italie à l'Ukraine.
- Fratelli d'Italia soutient la relance du projet d'intégration européenne pour une Europe des patries, fondée sur l'intérêt des peuples.
- Le parti soutient les politiques européennes de défense commune et la constitution d'un pilier européen de l'OTAN.
- Dans le cadre de l'Union européenne, le parti propose une révision des règles du pacte de stabilité et de croissance.
- Le parti réaffirme la centralité de la Méditerranée dans les politiques italiennes et européennes.
- Le parti s'engage à défendre les racines judéo-chrétiennes de l'Europe.

* Comme le nutriscore, introduit par le gouvernement français.

IV. DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DIFFICILE, QUE PROPOSE LA NOUVELLE COALITION ?

1. Une situation économique contrastée, des difficultés historiques

Les élections se sont déroulées sur fond de forte inflation (8,9 %), d'annonce d'une récession imminente et d'une crise énergétique, précipitée par le discours qu'a tenu Vladimir Poutine le 30 septembre à Moscou et à la suite duquel Gazprom, principale société de gaz russe, a commencé à suspendre les livraisons de gaz à la compagnie d'énergie italienne ENI. Le contexte géopolitique actuel n'explique cependant pas à lui seul les difficultés économiques de l'Italie. La tendance à la baisse de la croissance du PIB présente des racines structurelles anciennes et relève de multiples facteurs. La Commission européenne signale notamment le recul des investissements de production depuis 1990, ainsi que la raréfaction de la main-d'œuvre, associée au vieillissement de la population, et le faible taux d'investissement du secteur public comme des entreprises. Le pays a également appliqué à partir de 1992 des mesures fiscales très restrictives afin de pouvoir réduire la dette publique. Entre 1992 et 2000, on a assisté à une augmentation du taux de chômage, accompagnée d'une réduction des salaires.

Au début des années 2000, avec l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMS), l'élargissement de la concurrence a affaibli l'économie du pays. La structure de production est devenue de plus en plus fragile : lorsque la crise économique a éclaté en 2008, l'Italie se caractérisait par la petite taille de ses entreprises, une forte dépendance au crédit bancaire et une spécialisation dans les secteurs du tourisme, de l'agroalimentaire et des produits de luxe. Le mandat de Carlo Azeglio Ciampi⁷⁴, en 1993, a inauguré une nouvelle tradition, à savoir la nomination de différents gouvernements techniques ou institutionnels suscités par le président de la République. Ce choix politique a été fait à la suite de crises de gouvernementales, afin de mener des réformes politiques et économiques jugées nécessaires et difficiles. L'économiste Mario Monti, président du Conseil entre 2011 et 2013, a fait approuver différentes réformes pour la requalification de la dépense publique, la réduction de la dette publique et la diminution du financement public des partis politiques. En 2015, après trois ans de récession, l'Italie a connu une croissance du PIB de 0,8 %. Pourtant, cette tendance positive ne s'est pas stabilisée. Depuis au moins 2008, le pays est affecté par une crise du marché du travail et une faible croissance, qui ont particulièrement

74. Ex-gouverneur de la Banque d'Italie et président de la République italienne entre 1999 et 2006.

affecté les plus jeunes⁷⁵. D'après les données Eurostat, en décembre 2021, 26,8 % des moins de 25 ans étaient au chômage en Italie, contre 6,1 % en Allemagne et une moyenne de 14,9 % dans l'Union européenne⁷⁶. Un échec politique que l'on peut notamment attribuer à un manque d'investissements dans l'éducation, la recherche, l'innovation et la culture.

Cependant, malgré ces vents contraires, l'économie italienne a clôturé l'année 2021 sur des bases solides. En 2021, le PIB réel a augmenté de 6,6 % retrouvant presque les niveaux antérieurs à la pandémie. Le marché de l'emploi s'est amélioré parallèlement au rebond économique et le taux de chômage est passé de 9,9 % en 2019 à 9,5 % en 2021. Mais les nouveaux emplois créés ont en grande partie pris la forme de contrats temporaires et la productivité du travail est restée relativement faible.

Dans ce contexte, le pays doit faire face à deux de ses problèmes structurels, à savoir la question du Mezzogiorno et l'évasion fiscale. La question du Mezzogiorno renvoie à l'écart important qui sépare le nord et le sud du pays sur le plan économique. Les résultats du vote ont confirmé l'existence de cette ligne de fracture : le fait que l'on constate, au sud, le succès du M5S, dont le programme comprend de nombreuses mesures sociales, tandis qu'au nord on enregistre la victoire des partis de la coalition de centre droit, adeptes d'une ligne plutôt libérale, illustre ce clivage socio-économique autant que politique. Cette fracture a des origines anciennes. Le boom économique des années 1960 n'a pas profité à toute la Péninsule : si le nord est très industrialisé et développé, le sud continue à reposer sur une économie essentiellement agricole. Aujourd'hui, la fracture entre le nord et le sud est confirmée par les indicateurs de pauvreté et le taux de chômage. Selon les données de l'Istat, en 2021 l'incidence de la pauvreté relative s'élevait à 25,3 % dans le sud de l'Italie, soit plus du double des 9 % du nord et des 10 % du centre⁷⁷. Le taux de chômage de la tranche d'âge 15-74 ans est passé, la même année, à 19,3 % en Campanie et 18 % en Calabre, contre 5,3 % en Vénétie et 5,9 % en Lombardie⁷⁸.

L'évasion fiscale est un autre problème historique de l'économie italienne. Elle représente une perte importante pour l'État. Pour en saisir le poids, il faut s'appuyer sur des estimations. La fraude fiscale et la fraude aux cotisations représenteraient environ 100 milliards d'euros par an. Du

75. Voir Ipsos, « Millenials e Generazione Z: il rapporto tra i giovani e la politica in Italia », ipsos.com, 22 juin 2022 [www.ipsos.com/it-it/millenials-generazione-z-rapporto-giovani-politica-italia].

76. « Le taux de chômage à 7,0 % dans la zone euro », *Euroindicateurs*, no 16/2022, 1^{er} février 2022, p. 5 [<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/14233878/3-01022022-AP-FR.pdf/8871ee02-9cfd-4ec0-5b7c-3c5b4446cbfb>].

77. Voir ISTAT, *Individui poveri - regione di residenza* [http://dati.istat.it/Index.aspx?DataSetCode=DCCV_POVERTA].

78. Voir Eurostat, *Unemployment rates by sex, age, educational attainment level and NUTS 2 regions (%)* [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfst_r_lfu3rt/default/table?lang=en].

point de vue de la valeur pure, l'impôt le plus éludé est la TVA, entraînant un manque à gagner annuel moyen de 35,6 milliards sur la période 2011-2016. Selon le PNRR, l'Italie doit, d'ici à 2024, réduire l'écart fiscal à 15,8 %, contre 18,5 % en 2019, ce qui signifierait 12 milliards d'évasion fiscale en moins.

2. Les approvisionnements énergétiques : de la Russie à l'Algérie

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis en péril l'approvisionnement en gaz naturel de l'Europe, utilisé comme arme pour la punir de son soutien à l'Ukraine en lui infligeant un traumatisme socio-économique. De la réduction des flux *via* Nord Stream à l'assèchement de la route ukrainienne, le manque à gagner est désormais considérable.

Pour l'Italie et les autres membres de l'Union européenne, la Russie est le principal fournisseur de gaz (45 % des importations de l'Union européenne), de charbon (45 %) et de pétrole (25 %). Parmi les pays européens, l'Allemagne, la France et l'Italie sont les seuls dont la consommation a été supérieure à 100 mégatonnes équivalent pétrole (Mtep) en 2020, représentant 48 % de la consommation d'énergie de l'ensemble de l'Union européenne.

L'Italie est le deuxième pays de l'Union européenne pour les importations de gaz naturel, dont elle dépend à 95 % : environ 40 % proviennent de la Russie⁷⁹ et 23 % de l'Algérie. La part du gaz dans le mix énergétique (42 %) est nettement supérieure à la moyenne de l'Union européenne (24,4 %). En 2020, l'Italie a importé 66 milliards de mètres cubes de gaz, précédée seulement par l'Allemagne, qui enregistre environ 80,4 milliards de mètres cubes importés la même année.

Comme l'Europe, l'Italie a connu une diminution notable des importations de gaz russe : moins 46 % depuis le début de l'invasion, et moins 66 % au cours du mois d'août 2022. Trois facteurs ont permis cette réduction : l'ouverture du Trans Adriatic Pipeline (TAP) en 2021⁸⁰, l'augmentation des importations de GNL (gaz naturel liquéfié) et l'augmentation des approvisionnements algériens. Cette dernière manœuvre a été possible car l'Espagne a réduit ses approvisionnements en gaz algérien de plus d'un tiers à la suite d'un différend sur la question du Sahara occidental⁸¹. Au mois de juin 2022, le gouvernement Draghi a annoncé avoir réussi

79. Voir « Du gaz russe coule de nouveau vers l'Europe », [letelegramme.fr](https://www.letelegramme.fr/monde/du-gaz-russe-coule-de-nouveau-vers-l-europe-21-07-2022-13119809.php), 21 juillet 2022 (www.letelegramme.fr/monde/du-gaz-russe-coule-de-nouveau-vers-l-europe-21-07-2022-13119809.php).

80. Le gazoduc transadriatique (Trans Adriatic Pipeline) est un gazoduc qui part de la frontière gréco-turque, traverse la Grèce et l'Albanie, et débouche en Italie, sur la côte Adriatique, dans la province de Lecce.

81. Voir Istituti per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI), « Russia e Ue alla guerra del gas », [ispionline.it](https://www.ispionline.it/it/publicazione/russia-e-ue-alla-guerra-del-gas-36090), 9 septembre 2022 (www.ispionline.it/it/publicazione/russia-e-ue-alla-guerra-del-gas-36090).

à réduire sa dépendance au gaz importé de Russie à 25 %, contre 40 % en 2021. Ce résultat a été obtenu grâce aux efforts de diversification des fournisseurs engagés à la suite de l'invasion de l'Ukraine. L'Algérie est devenue un partenaire privilégié. Elle a joué un rôle fondamental comme exportateur alternatif : depuis le printemps 2022, à la suite de l'accord de coopération énergétique signé entre le président du Conseil Mario Draghi et le président algérien Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie est devenue le premier fournisseur de gaz italien⁸².

Le prix journalier de l'électricité en Italie au cours de ces sept premiers mois de 2022 a été en moyenne 426 % plus élevé que pendant la même période lors des neuf années précédentes. Il convient de faire la distinction avec les pays européens, car l'Italie souffre d'un certain nombre de dysfonctionnements qui restent à résoudre : la configuration du réseau électrique national, la répartition déséquilibrée de la capacité en renouvelable et les besoins d'importation en provenance de la France et de la Suisse.

3. Le programme économique de la coalition de droite

Giorgia Meloni s'est tenue loin des promesses impossibles telles que l'augmentation des pensions minimales, annoncée par Silvio Berlusconi, ou la flat tax à 15 %, mesure phare de Matteo Salvini difficilement réalisable compte tenu des contraintes budgétaires. Une partie du monde des affaires italien nourrit un certain optimisme à l'égard de Giorgia Meloni⁸³ : lors du dernier Forum Ambrosetti, certains entrepreneurs ont semblé faire le pari qu'elle voudra prouver être capable de tenir ses promesses sur le plan économique⁸⁴.

Dans l'accord-cadre de programme pour un gouvernement de centre droit, présenté par Georgia Meloni, Matteo Salvini et Silvio Berlusconi lors des élections générales, se trouvent de nombreux points portant sur la politique étrangère, l'économie et la culture⁸⁵ :

- **Politique étrangère.** C'est le premier sujet abordé. Y sont évoqués la protection de l'intérêt national et de la patrie, le respect des alliances internationales et des engagements de l'OTAN, y compris le soutien à l'Ukraine, et la perspective d'une Union européenne plus politique et

82. Depuis le début de l'année, l'Algérie a fourni à l'Italie 13,9 milliards de mètres cubes de gaz, dépassant de 113 % les volumes prévus initialement. Selon l'agence officielle algérienne APS, elle prévoit de lui livrer au total 6 milliards de mètres cubes supplémentaires d'ici à la fin 2022.

83. Voir Pierre de Gasquet, « Giorgia Meloni ou l'art d'amadouer le patronat italien », lesechos.fr, 21 septembre 2022 [www.lesechos.fr/monde/europe/giorgia-meloni-ou-l-art-damadouer-le-patronat-italien-1794705].

84. Voir Amy Kazmin and Giuliana Ricozzi, « Hard-right Giorgia Meloni's rise from rough streets to cusp of power in Italy », ft.com, 6 septembre 2022 [www.ft.com/content/530de94d-6aef-45d7-aa8e-a1211284745c].

85. Per l'Italia..., *op. cit.*

moins bureaucratique. Il est fait mention de la « sauvegarde des intérêts nationaux dans la discussion des dossiers législatifs européens ».

- **Réformes.** Parmi les réformes les plus discutées présentées par la coalition de centre droit figure l'élection directe du président de la République, mais aussi le renforcement des collectivités locales et la mise en œuvre complète de la loi sur le fédéralisme fiscal.

- **Immigration.** L'immigration est abordée dans le chapitre sur la sécurité. Le programme commun propose le rétablissement des décrets sécuritaires votés par Matteo Salvini, la « défense des frontières nationales et européennes, comme demandé par l'Union européenne dans le nouveau pacte pour l'immigration et l'asile, avec le contrôle des frontières et le blocage des débarquements pour faire cesser le trafic d'êtres humains, en accord avec les autorités nord-africaines ; la création de hotspots dans les territoires non européens, gérés par l'Union européenne, afin d'évaluer les demandes d'asile ».

- **Jeunes.** Sur la question des politiques de la jeunesse, il est question de la promotion du sport comme outil d'intégration sociale, de croissance économique et de promotion de modes de vie sains. À cela s'ajoutent la réintroduction du prêt d'honneur pour les étudiants universitaires et l'introduction de bourses universitaires pour le mérite sportif.

- **Plan national de relance et de résilience (PNRR).** Dans le programme, il est envisagé un « accord avec la Commission européenne, comme le prévoient les règlements européens, pour réviser le PNRR en fonction de l'évolution des conditions, des besoins et des priorités ». Selon le quotidien La Repubblica, le centre droit planifierait un financement plus important des infrastructures énergétiques, au prix d'un léger ralentissement de la transition verte si nécessaire ⁸⁶.

- **Économie et entreprises.** Parmi les objectifs économiques, nous retrouvons la réduction de la pression fiscale, la protection du pouvoir d'achat des familles, des travailleurs et des entreprises, la réduction de la TVA sur les produits énergétiques, la défiscalisation des entreprises, la protection du travail indépendant et des professions libérales, la lutte contre le travail irrégulier, mais aussi le renforcement des politiques d'emploi et la mise en place de primes.

86. Voir Serenella Mattera, « Più energia e transizione lenta, Fdi riscrive il Pnrr di Draghi », *repubblica.it*, 14 août 2022 (www.repubblica.it/economia/2022/08/14/news/piu_energia_e_transizione_lenta_fdi_riscrive_il_pnrr_di_draghi-361731451/).

CONCLUSION

Marqué par une abstention record, le scrutin du 25 septembre 2022 a mis en lumière les failles du système politique italien, qui plus est dans une société fragilisée par la succession des crises – crise des partis, loi électorale favorisant la recomposition des coalitions, personnalisation excessive de la politique – et désormais, par l'inflation. À cela s'ajoute un élément caractéristique et fondamental de la politique italienne : le rôle reconnu à l'opinion publique et aux sondages affecte trop fortement la stabilité des gouvernements en place. C'est aussi sur la base de tels indicateurs que les leaders et les partis ont décidé de retirer leur confiance au gouvernement de Mario Draghi, provoquant sa chute.

La nouvelle coalition est parvenue au pouvoir dans un contexte qui non seulement n'a pas disparu mais qui, de plus, la menace presque aussitôt, d'autant qu'elle doit immédiatement faire face à une situation particulièrement périlleuse sur de nombreux points. Les décisions que prendra la majorité issue des élections du 25 septembre dernier seront scrutées avec attention par les Européens et les marchés financiers compte tenu de l'état des finances publiques du pays. Mais les Italiens qui font face à une situation singulièrement tendue, notamment en ce qui concerne l'inflation et leur approvisionnement énergétique, n'attendent probablement pas les mêmes décisions de la part de cette alliance populiste et de droite conduite par Giorgia Meloni.





Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE







Mars 2011

COMPRENDRE LE TEA PARTY

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Henri HUDE

Mai 2010

PAYS-BAS : LA TENTATION POPULISTE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Christophe de VOOGD

NOS PUBLICATIONS

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 60 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paielements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)

Les questions à terme

Christian Pfister, juillet 2022, 60 pages

Paielements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)

État des lieux et perspectives à court-moyen terme

Christian Pfister, juillet 2022, 72 pages

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 56 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (4)

La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 76 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3)

L'enjeu des générations futures

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 68 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2)

Les solutions pour maîtriser le risque effectif

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 68 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1)

Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 76 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2022, 48 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 60 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 :

une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 100 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinich, novembre 2021, 56 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II. Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 58 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 72 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 56 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 76 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 64 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 60 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 52 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 64 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 76 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 60 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 96 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 64 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 56 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 68 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales

de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique,
décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)**Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 76 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)**Les pratiques anticoncurrentielles étrangères**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 64 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)**Politique de concurrence et industrie européenne**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 60 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

Campements de migrants sans-abri :**comparaisons européennes et recommandations**

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors**comparé au poids électoral des groupes parlementaires**

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage
et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,
volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères,
janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)

Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)

Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :

l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xix^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La mobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boissérie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable** (report possible durant 5 ans); **au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

ITALIE 2022 : POPULISMES ET DROITISATION

Par Anna BONALUME

En Italie, les élections anticipées du 25 septembre 2022 se sont soldées par la victoire de la coalition de droite associant les partis d'extrême droite Fratelli d'Italia et la Lega à Forza Italia. Pendant la campagne électorale, Giorgia Meloni, leader de Fratelli d'Italia, a opté pour un ton moins agressif en essayant de faire oublier ses origines politiques et son euroscepticisme. Profitant des faiblesses de son « rivalié » Matteo Salvini et du rôle d'opposition de son parti au sein du gouvernement de Mario Draghi, elle a réussi à s'imposer à la tête de la coalition de droite.

Cette victoire suscite de nombreuses interrogations et l'inquiétude de l'Union européenne, notamment la crainte d'un virage autoritaire du pays, alimenté par les liens privilégiés qu'entretiennent ces trois partis avec Vladimir Poutine, Viktor Orbán et Donald Trump.

Les médias

fondapol.tv

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol



Le site internet

fondapol.org



978 2 36408 287 8

ISBN : 978-2-36408-287-8

5 €